

Les news

LES VISITES DU
PREMIER MINISTRE
SUR LE TERRAIN
**38 wilayas
en 18 mois**

Page 4



M. RAMTANE LAMAMRA,
MINISTRE DES AE :
**La diplomatie
algérienne privilégie
essentiellement
le dialogue**

Page 6



► **«Recul
du terrorisme
au Sahel du
point de vue
stratégique»**

Page 6

APRÈS TIGUENTOURINE, C'EST GHARDAÏA QUI EST CIBLÉE **Echec aux forces du mal**

M. Sellal reçoit une délégation de la wilaya, plusieurs décisions prises



Kamel Cherif

Les témoignages des habitants de Ghardaia confirment qu'un complot est dirigé contre cette région et, par conséquent, contre l'Algérie. La barbarie

racontée par les habitants de la vallée du M'zab fait peur certes, mais la réaction des citoyens reste rassurante. Des individus étrangers à la région se sont carrément attaqués à des familles, sachant que la violation des domiciles est un acte hautement banni. Des femmes

mozabites ont témoigné de cette barbarie, alors qu'elles ont pour habitude de ne pas s'exprimer publiquement. C'est dire le danger qui sévit dans cette région hautement sensible. Les incidents de Ghardaia, survenus à la fin de l'année 2013, sont

loin d'être un simple hasard ou une rixe entre deux communautés. Il s'agit d'un complot qui fait suite à l'agression de Tiguertourine, au début de l'année 2013. Une attaque terroriste multinationale, qui avait ciblé le cœur de l'économie algérienne.

Page 3

PARLEMENT LE SECTEUR DES MINES
**Un gisement
de richesses**
● Un projet de loi,
demain devant l'APN
Page 4

ACTIVITÉS DES PARTIS
**La prochaine présidentielle
et la révision de la Constitution
à l'ordre du jour**
Page 5

ALGÉRIE - GB Rencontre
en février
à Londres sur
l'investissement
en Algérie
Page 8

U Poursuite
du recul
du taux
de chômage
chez les
universitaires
en 2013
Page 7

SCIENCE et VIE

ALZHEIMER

La vitamine
pourrait
ralentir
la maladie

E

Pages 12-13

F O O T B A L L

LE PRÉSIDENT DE LA FAF
SORT DE SA RÉSERVE :

Raouraoua :
**«Coach Vahid
a jusqu'à fin
janvier pour
prolonger
son contrat»**



Halilhodzic :
**«Je trancherai
sur mon
avenir avec les
Verts après
le Mondial-
2014»**

Pages 21-22

SOCIÉTÉ

**3 blessés
dans un
incendie
à la cité
AADL
d'El Achour**

Page 9



Régions Nord : 20° à Alger

● Temps partiellement voilé devenant à partir de samedi soir nuageux et pluvieux sur les régions de l'Ouest s'étendant en cours de nuit et la journée du dimanche aux régions du Centre et de l'Est. Nette amélioration à partir de lundi, excepté les régions de l'Est où l'on notera quelques pluies. Les températures maximales seront de 16°c/20°c vers les régions du littoral et de 12°c/16°c vers les régions de l'intérieur avec baisse sensible à partir du dimanche. Les vents seront en général faibles devenant assez forts (40/60 km/h) sur régions du littoral

Régions Sud : 21° à Tamanrasset

● Temps généralement ensoleillé, devant partiellement nuageux. Les températures maximales varieront de 16°c/24°c. Les vents seront faibles à modérés.

Alger	max	20°	min	12°
Oran	max	22°	min	11°
Annaba	max	23°	min	11°
Béjaïa	max	22°	min	11°
Tamanrasset	max	21°	min	05°



MARDI 7 JANVIER AU FORUM DE LA SÛRETÉ NATIONALE

Conférence sur «le Prix vert du quartier le plus propre»

Le Forum de la Sûreté nationale abritera mardi 7 janvier 2014 à 10h, à l'école supérieure de Police Ali-Toumsi, une conférence sur le «le Prix vert du quartier le plus propre» qui sera animée par un cadre de la DGSN et un représentant du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement.



UGCAA 2 Conférences à l'ordre du jour à Alger



Le secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens M. Saleh Souilah, présidera ce matin à 10h au siège de l'UGCAA (42, rue Larbi Ben M'hidi), une conférence débat sur l'actualité du secteur de l'immobilier. La rencontre se tiendra en présence de la présidente

de la fédération nationale des agences immobilières Mme Mamerie Zahoua.

● Et à 10h30 conférence sur «Les défis économique de 2014» L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) tiendra ce matin à 10h30, en son siège, (18, rue Mohamed Bouldoum, Belouizdad, Alger), une conférence de presse qui portera sur «les défis économique de 2014».

DU 5 AU 15 JANVIER Exposition de peinture de Smain Karaoui



L'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger organise du 5 au 15 janvier à la galerie d'Arts Aïcha Haddad (84, rue Didouche Mourad Alger), l'exposition de peinture de l'artiste Smain Karaoui.

LE PDG DE TOURING VOYAGES D'ALGÉRIE INVITÉ CE MATIN À 10H30 DU FORUM DE DK NEWS Conférence sur «La contribution de l'entreprise au développement du tourisme national»

M. Sahri Tahar, président directeur général de Touring voyages d'Algérie sera l'invité du Forum de DK News, ce matin à 10h30 pour animer une conférence débat ayant pour thème : «La contribution de l'en-

treprise au développement du tourisme national».

La rencontre aura lieu au Centre de presse de notre publication, sis 3 rue du Djurdjura Ben Aknoun, Alger.

CET APRÈS MIDI À 14H AU CENTRE DE PRESSE DE DK NEWS Conférence de l'Union nationale des ingénieurs agronomes

La conférence de presse que tiendra l'Union nationale des ingénieurs agronomes, au Forum de DK News cet après midi à 14h00, sera placée sous le thème : «L'Union

nationale des ingénieurs agronomes, une organisation d'élites au service du développement agricole en Algérie : perspectives et défis».



DEMAIN À 10H30 Le PDG d'Algérie Télécom invité du Forum de DK News

M. Azouaou Mehemel, président directeur général d'Algérie Télécom sera l'invité demain dimanche 5 janvier 2014 à 10h30 du Forum de DK News, pour une conférence-débat ayant pour thème «Algérie Télécom à l'heure du changement».

Cette rencontre se tiendra au siège de notre publication sis 3, rue du Djurdjura, Ben Aknoun Alger.

ORAN Relance des travaux du Musée d'arts modernes

Les travaux du Musée d'arts modernes (MAMO) d'Oran, en souffrance depuis des années, ont été relancés après un arrêt de plusieurs mois, a annoncé le wali à l'issue des travaux de la 4^e session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Les travaux de réhabilitation des locaux des ex-Galeries, situées à la rue Larbi Ben M'hidi au centre-ville, pour leur reconversion en musée d'arts modernes d'Oran, ont été relancés après un arrêt de plusieurs mois avec l'ouverture d'une antenne à l'Agence nationale de réalisation et de gestion des projets culturels, a indiqué M. Abdelghani Zaalane mercredi soir à l'issue des travaux de la session ordinaire de l'APW. Le chef de l'exécutif a fait également état de la réactivation, dans les prochaines semaines, de tous les projets culturels en souffrance depuis plusieurs années, dont ceux de confortement de la Maison de la culture, de restauration du minaret de la mosquée «Djaghara» à Hai Sidi El Houari et de réalisation de l'annexe de la Bibliothèque nationale.

RND Conseil national, les 17 et 18 janvier

Le Conseil national issu du 4^e congrès sera convoqué les 17 et 18 janvier. A l'ordre du jour : adoption du règlement intérieur de cette instance et officialisation de la composante du secrétariat national.

TAJ Mise en place des cellules communales

Le parti d'Amar Ghoul est régulièrement présent dans les médias. Chaque samedi, le président du parti réunit les militants et sympathisants d'une région pour communiquer sur la ligne et les choix du parti et prendre connaissance des doléances des militants de base. Sur le plan organique, TAJ met en place les cellules communales.

FFS Rien n'est encore décidé

Le conseil national réunit les 2 et 3 janvier a notamment traité de l'élection présidentielle. Ali Laskri intervenant au nom de l'instance présidentielle a déclaré : «à cet instant, nous estimons : qu'il n'y a pas de position définitivement arrêtée, que toutes les options sont sur la table.»

UNEA Boudiaf Abdelatif réélu

Le congrès de l'Union nationale des étudiants algériens proche du parti du FLN s'est tenu à El Afroun, wilaya de Blida. Le secrétaire général sortant Boudiaf Abdelatif a été réélu par les 800 congressistes issus de 36 wilayas. Le BP du FLN au complet

a assisté aux sessions d'ouverture et de clôture.

Les responsables de l'organisation ont pris l'engagement de se rapprocher des étudiants dans les universités et les cités et de contribuer à la vie sociale.



INCIDENTS DE GHARDAÏA

M. Sellal reçoit une délégation de la wilaya, plusieurs décisions prises

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a reçu jeudi à Alger une délégation de citoyens représentant les communautés Ibadite et Malékite de Ghardaïa afin de mettre fin aux tensions qu'a connues cette wilaya ces dernières semaines, a-t-on appris de source proche du gouvernement.

La délégation était composée de 24 personnes représentatives des deux communautés Ibadite et malikite (12 personnes de chaque communauté). A l'issue de cette rencontre plusieurs décisions ont été prises afin de permettre le retour à la normale à Ghardaïa, notamment la création au niveau des communes touchées d'un conseil de sages, un «espace d'arbitrage et de conciliation» sur la base de la «coexistence harmonieuse et pacifique» ancestrale qui prévalait dans cette wilaya.

Les représentants de deux communautés se sont, de leur côté engagés à «tout faire» pour contribuer à dépasser les dissensions et reprendre sur de nouvelles «bases assainies les relations fraternelles» qui prévalent depuis des générations dans cette wilaya.

Ils ont eu également à exprimer longuement leurs doléances et fait part au Premier ministre des «excès qui leur sont apparus» au cours des échauffourées des dernières semaines. Il a été également décidé la distribution «équitable et équilibrée» de 30.000 lots de terrain destinés à l'autoconstruction, à travers l'ensemble des communes de la wilaya. Par ailleurs, le gouvernement a chargé le ministère de la Solidarité nationale d'examiner les différentes aides à apporter aux victimes des derniers incidents qu'a connus Ghardaïa, notamment ceux dont les demeures ont été touchées.

A cette occasion, le Premier ministre a invité les représentants de cette wilaya «à regarder vers l'avenir et à oublier le passé», appelant toutes les forces vives «à œuvrer à la restauration de la sécurité et de la sérénité» dans les différentes communes de Ghardaïa.

Cette réunion intervient au lendemain de l'appel du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui avait souligné lors du dernier Conseil des ministres, la nécessité de faire prévaloir les valeurs de tolérance, de concorde et de dialogue à Ghardaïa pour mettre fin aux événements qu'a connus cette wilaya. Le chef de l'Etat avait instruit le gouvernement «de poursuivre la démarche en cours à l'effet d'apporter les solutions appropriées auxquelles aspirent les citoyens de cette wilaya pour ramener la sérénité et la quiétude afin de préserver son développement harmonieux sur les plans économique, social et culturel».

APS

Des partis saluent l'initiative

Des partis politiques ont salué hier l'initiative du Premier ministre Abdelmalek Sellal, qui a reçu jeudi une délégation de représentants des communautés ibadite et malékite de la ville de Ghardaïa, souhaitant un retour à la normale de façon définitive dans la région. M. Sellal a reçu jeudi une délégation des représentants des deux communautés de la ville de Ghardaïa afin de mettre fin aux tensions qu'a connues cette wilaya ces dernières semaines. Plusieurs décisions ont été prises à l'issue de cette réunion pour permettre le retour au calme et à la quiétude dans la wilaya.

Saïd Bouhadja, membre du bureau politique du parti du Front de libération nationale (FLN), a qualifié l'initiative de M. Sellal de «fructueuse». Il en veut pour preuve «le retour progressif au calme au niveau de la wilaya».

«Le retour au calme témoigne de l'engagement des citoyens de Ghardaïa à respecter l'appel du président Bouteflika, qui avait souligné lors du dernier Conseil des ministres la nécessité de faire prévaloir les valeurs de tolérance, de concorde et de dialogue», a-t-il relevé.

Pour sa part, la porte-parole du Rassemblement national démocratique (RND), Nouara Saâdia Djâafar, a appelé à faire prévaloir les valeurs du dialogue, de la concorde et de la tolérance, comme souligné par le chef de l'Etat, pour permettre le retour du calme et de la sérénité à Ghardaïa.

Elle a salué l'initiative du Premier ministre de se réunir avec les représentants des citoyens de Ghardaïa, conformément aux orientations du Président Bouteflika, pour mettre fin aux tensions qu'a connues la wilaya ces dernières semaines.

De son côté, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelrezak Mokri a salué l'initiative du Premier ministre, «même si elle intervient un peu en retard», selon lui.

«Au MSP, nous encourageons toutes les initiatives à même de permettre le retour au calme au niveau de la wilaya et préserver ainsi la souveraineté de l'Algérie et l'unité de son peuple», a-t-il affirmé.

Le Parti des travailleurs, par la voix d'un de ses cadres, Ramdane Taâzibt s'est dit à son tour «favorable» à toute initiative du gouvernement pour permettre le retour du calme à Ghardaïa et répondre aux aspirations des citoyens de la wilaya.

«La prise en charge par l'Etat des doléances des citoyens renforcera le front interne et isolera les aventuriers de tous bords», a-t-il affirmé.

De son côté, le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, a souligné la nécessité d'identifier les causes des «tensions qui secouent de temps à autre» la wilaya de Ghardaïa, «pour pouvoir les régler de manière définitive».

«L'initiative de M. Sellal est louable, mais je me demande si elle va mettre fin de manière définitive aux tensions dans la wilaya», s'est-il interrogé.

Pour sa part, le président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), Djamel Benabdesslam, a mis en exergue l'impératif de régler la situation dans la wilaya de Ghardaïa «dans les plus brefs délais» et de «façon définitive». «Vu le climat régional instable, il est urgent de mettre fin aux tensions à Ghardaïa», a affirmé le président du FAN, qui a salué l'initiative du premier ministre «même si elle intervient un peu en retard par rapport au cours des événements».

APRÈS TIGUENTOURINE, C'EST GHARDAÏA QUI EST CIBLÉE

Echec au complot des forces du mal

Kamel Cherif

Les témoignages des habitants de Ghardaïa confirment qu'un complot est dirigé contre cette région et, par conséquent, contre l'Algérie. La barbarie racontée par les habitants de la vallée du M'zab fait peur certes, mais la réaction des citoyens reste rassurante.

Des individus étrangers à la région se sont carrément attaqués à des familles, sachant que la violation des domiciles est un acte hautement banni. Des femmes mozabites ont témoigné de cette barbarie, alors qu'elles ont pour habitude de ne pas s'exprimer publiquement. C'est dire le danger qui sévit dans cette région hautement sensible.

Les incidents de Ghardaïa, survenus à la fin de l'année 2013, sont loin d'être un simple hasard ou une rixe entre deux communautés. Il s'agit d'un complot qui fait suite à l'agression de Tiguentourine, au début de l'année 2013. Une attaque terroriste multinationale, qui avait ciblé le cœur de l'économie algérienne.

Aujourd'hui, c'est la stabilité du pays qui est attaquée à travers les événements de Ghardaïa. Il faut relever que ce n'est pas la première fois que cette région a été ciblée. Des parties tentent d'opposer les deux ethnies, les mozabites et les chaâmbi, sachant qu'il y a de grandes susceptibilités entre les deux parties.

Un terrain propice en somme pour les semeurs de troubles qui œuvrent à la déstabilisation du pays par tous les moyens. Il semble que ces forces du mal privilégient chaque fois les régions du Sud pour tenter de porter atteinte à la stabilité du pays.

Or, les Algériens restent jaloux de cette stabilité interne acquise au prix de



nombreux sacrifices. L'unité nationale a toujours été sacrée pour les Algériens et c'est grâce à cette vertu que l'Algérie a pu surmonter, à travers l'histoire, toutes les agressions et attaques dont elle a fait et continue de faire l'objet.

Dans un de ses précédents discours, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, mettait en garde la jeunesse algérienne contre les agressions de l'extérieur. Un message bien reçu quand on sait qu'après chaque manifestation ou émeutes à caractère social, les manifestants scandent des slogans glorifiant l'unité nationale. Autrement dit, les Algériens font la part des choses, ce qui complique davantage les visées et les tentatives des forces du mal.

En ce sens, le chef de l'Etat qui suit la situation à Ghardaïa «avec une attention vigilante, a souligné la nécessité de faire prévaloir les valeurs de tolérance, de concorde et de dialogue que prône notre religion ainsi que les vertus séculaires de solidarité et d'unité qui constituent le fondement de notre société».

A cet effet, le président de la République a instruit, lors du dernier Conseil

des ministres, le gouvernement de «poursuivre la démarche en cours à l'effet d'apporter les solutions appropriées auxquelles aspirent les citoyens de cette wilaya pour ramener la sérénité et la quiétude afin de préserver son développement harmonieux sur les plans économique, social et culturel».

C'est dans ce sens, que le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a reçu jeudi dernier une délégation de citoyens représentant les communautés Ibadite et Malékite de Ghardaïa afin de mettre fin aux tensions qu'a connues cette wilaya ces dernières semaines. La délégation était composée de 24 personnes représentatives des deux communautés Ibadite et malikite (12 personnes de chaque communauté).

Les efforts et la réaction prompts des autorités dénotent de la détermination du gouvernement à se dresser contre toutes les agressions dont fait l'objet le pays. Il s'agit aussi de faire valoir les valeurs de la concorde et de la réconciliation. Des valeurs ayant toujours permis à l'Algérie de faire face à des situations autrement plus compliquées.

PROJET DE LOI MINIÈRE: Faire du secteur minier une source importante de création de richesses

Le projet de loi portant loi minière, qui sera présenté demain à l'Assemblée populaire nationale (APN), a pour objectif de rendre le secteur minier une source importante de création de richesses et de recettes en devises à travers notamment la relance de la recherche minière.

Ce texte de loi vise également la création d'emplois particulièrement dans les zones désertifiées, les centres miniers étant situés hors et loin des agglomérations urbaines.

Il s'agit aussi de créer un pôle de croissance, dans un secteur constituant, grâce à son activité induite, un facteur de production très efficace pour de nombreux autres secteurs économiques, souligne ce projet de loi composé de 194 lois.

Les modifications apportées à ce texte de loi portent essentiellement sur «la relance de la recherche minière pour laquelle des moyens importants seront mobilisés et s'appuyant sur un certain nombre d'actions précises dont le renforcement des ressources matérielles et humaines de l'Office de recherche géologique et minière (ORGEM)». Le document aborde aussi l'aspect de la classification des gîtes et gisements des substances minérales ou fossiles, qu'ils soient exploités à ciel ouvert ou en souterrain, en régime des mines ou en régime des carrières. Selon le projet de loi, sont considérées comme mines les substances minérales énergétiques, métalliques et non métalliques à usage industriel ainsi que les métaux précieux et les pierres précieuses et semi-précieuses. Aussi, tous les gîtes de substances minérales non métalliques destinés à la construction, à l'empiement, à la viabilisation et à l'amendement des terres sont considérés comme carrières. Des gîtes et des substances minérales ou fossiles peuvent, en fonction de leur intérêt pour l'économie nationale, être classés stratégiques. Il s'agit notamment de substances radioactives dont la production et les échanges internationaux sont marqués par des restrictions diverses et sont enserrés dans un réseau complexe de règlements et de contrôle.

Redéfinir les obligations des titulaires de permis d'exploitation

Par ailleurs, le projet de loi précise que le permis minier confère à son titulaire, dans les limites de son périmètre, le droit d'exercer des activités minières pour lesquelles il a été octroyé. Le permis crée un droit distinct de la propriété du sol et n'est pas susceptible d'hypothèque ni d'amodiation.

Les activités de la recherche minière sont exercées en vertu d'un permis de prospection minière ou d'un permis d'exploration minière. Quant aux activités d'exploitation minière, elles seront exercées en vertu d'un permis d'exploitation de mines, d'un permis d'exploitation de carrières, d'un permis d'exploitation minière artisanale et d'un permis de ramassage, de collecte ou de récolte de carrière. En outre, les obligations des titulaires de permis ont été redéfinies afin de «permettre une meilleure gestion du domaine minier et contrecarrer la spéculation sur les permis miniers et la stérilisation de périmètres miniers», explique le document. Parmi les nouveautés introduites par ce projet de loi, la restructuration de l'Agence nationale du patrimoine minier (Anpm) qui sera remplacée par l'Agence du service géologique de l'Algérie (Asga) alors que l'Agence nationale de géologie et du contrôle minier (Angcm) deviendra l'Agence nationale des activités minières (Anam). Celle-ci sera l'instrument de la mise en œuvre de la politique en matière de développement minier. Concernant les dispositions fiscales, les modifications apportées dans le projet de loi portent essentiellement sur les investissements d'exploitation minière notamment ceux destinés à la création, à l'extension de capacités, à la réhabilitation ou à la restructuration. Ces investissements «sont soumis aux dispositions prévues par la législation et la réglementation relatives au développement de l'investissement». Les activités d'infrastructure géologique, de prospection et d'exploitation minières, compte tenu de leur spécificité, sont exemptées de la taxe sur la valeur ajoutée portant sur les biens d'équipements, matières et produits destinés à ces activités, de la taxe sur la valeur ajoutée portant sur les prestations de services, y compris les études et les autres opérations de louage, réalisées dans le cadre de ces activités. Elles sont exemptées également des droits, taxes et redevances de douanes pour les importations de biens d'équipement, matières et produits destinés à être affectés et utilisés directement et en permanence à ces activités.

APPS

GOVERNEMENT SELLAL: 38 wilayas visitées en un an et demi

Le gouvernement Sellal s'est distingué, depuis son installation, par ses multiples sorties sur le terrain, avec un total de 38 wilayas visitées en un an et demi, en plus d'une nouveauté dans la démarche consistant à privilégier le contact direct avec les représentants de la société civile dans les wilayas.



Le gouvernement Sellal qui s'est fixé l'objectif de boucler la boucle en visitant l'ensemble des wilayas avant la fin du présent plan quinquennal, reste plus que jamais à l'écoute des préoccupations et des aspirations des citoyens.

Il aura ainsi apporté une nouvelle vision et une approche pragmatique en optant pour une politique de proximité, à travers les nombreuses et fréquentes sorties sur le terrain au cours desquelles le Premier ministre ne cesse de mettre l'accent sur les priorités de son gouvernement, à savoir l'amélioration du service public et la consolidation de la stabilité du pays, acquise à la faveur de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale.

L'action du gouvernement de M. Sellal, marquée par un nouveau souffle et un dynamisme en matière de concrétisation des projets inscrits dans le cadre du programme du développement du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, accorde également une importance capitale au développement local.

A ce propos, le Chef de l'Etat a souligné lors du dernier Conseil des ministres tenu mardi, que les visites de travail du gouvernement dans les wilayas constituaient des opportunités pour constater de visu, l'état d'avancement des différents programmes de développement, d'apporter les cas échéant les correctifs nécessaires et d'engager un contact direct avec les citoyens afin d'écouter leurs préoccupations et de les associer aux options locales de développement.

«Notre pays est en train d'accomplir un bond qualitatif sur la voie du progrès et de la croissance durable. L'envergure des projets réalisés et l'importance des moyens engagés ont sensiblement amélioré le quotidien des Algériennes et des Algériens», a relevé le président de la République à la même occasion, précisant que «cette œuvre de renouveau ne saurait s'accommoder, de la part de nos responsables, d'attitudes passives ou de relâchement dans l'accomplissement de leurs tâches respectives».

Amélioration du service public et allègement des dossiers administratifs

Cette nouvelle approche s'est matérialisée notamment par la désignation d'un ministre en charge de la Réforme du service public, ce qui dénote de l'engagement pris par l'Exécutif de mettre le service public à la disposition du citoyen. Au lendemain de sa désignation à la tête du gouvernement, le Premier ministre avait fait de l'amélioration du service public son cheval de bataille.

Les résultats sont-ils palpables, dans la mesure où les dossiers administratifs sont allégés. Un registre national de l'état-civil sera mis en place dans les toutes prochaines semaines, selon le ministère de l'Intérieur.

La validité du passeport qui était de cinq ans, est portée à dix ans, celle du certificat de résidence est désormais de six mois au lieu de trois mois, alors que la validité de l'acte de décès a été carrément supprimée.

Dans le même cadre, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a instruit les services en contact di-

rect avec les citoyens de réserver deux jours par semaine pour rester à l'écoute des doléances des citoyens.

Les défis du développement local

Il s'agit, en somme, pour M. Sellal et son équipe, de relever de nombreux défis à même de mettre le citoyen au centre des préoccupations et des priorités du gouvernement. En ce sens, les fréquentes visites d'inspection et de travail dans les wilayas du pays visent en premier lieu à booster et soutenir le développement local, seul moyen de répondre aux aspirations des populations et de résorber le chômage.

Grâce à ce regain dans le dynamisme de l'Exécutif, les projets inscrits dans le cadre du programme du développement du président Bouteflika, vont se renforcer davantage pour être réceptionnés dans les délais impartis.

Dans un de ses discours, le Premier ministre avait assuré à ce propos que plusieurs de ses ministres ont de «l'expérience et feront encore bouger les choses au niveau de la santé et l'agriculture notamment», soulignant que «ce sont des hommes de terrain».

Dans ce sens, une importance «capitale» est accordée à l'agriculture et au développement industriel, d'autant plus que le gouvernement a innové en la matière, en privilégiant de développer des secteurs d'activités spécifiques à chaque région.

A titre d'illustration, le gouvernement avait donné des instructions d'orienter la formation des jeunes de Ouargla vers les hydrocarbures pour répondre aux profils demandés par les entreprises actives dans cette wilaya, ceux de Mascara vers l'agriculture, alors qu'à Saïda l'élevage et l'agriculture pastorale sont inscrits aux priorités du développement local.

Le gouvernement Sellal fait ainsi du développement du secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire les deux «grands défis» à relever au cours des années à venir, soulignant que la sécurité alimentaire est synonyme de souveraineté nationale.

Le gouvernement a également innové en réhabilitant l'industrie, faisant du ministère du secteur un ministère du développement industriel.

Toutes ces mesures sont accompagnées par de la mise en place d'un environnement propice, marqué un dialogue et une concertation continus et renforcés, à travers la tenue de la dernière tripartite gouvernement-patronat et UGTA.

Cette sérénité permettra au gouvernement d'aller encore de l'avant afin de concrétiser les différents programmes de développement.

Le président Bouteflika a affirmé lors du conseil des ministres de mardi dernier qu'au cours de l'année 2014, il sera procédé à la réception de nombreux projets inscrits au titre du programme quinquennal 2010-2014, soulignant l'impérative nécessité de maintenir dans tous les secteurs, la même cadence de travail qui a permis d'obtenir les résultats positifs en matière de développement humain et d'infrastructures de base.

Zoom sur la projet de loi relatif à l'activité audiovisuelle

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) procéderont à partir de mardi prochain à l'examen du projet de loi relatif à l'activité audiovisuelle avant son vote le 20 janvier, a affirmé jeudi un communiqué de l'APN.

Selon la même source, le projet de loi sera présenté aux députés pour examen en séance plénière le mardi et mercredi. Le ministre de la communication, Abdelkader Messahel répondra, le lendemain, aux interventions des membres de l'APN. La journée du lundi 13 janvier sera consacrée aux questions orales, selon la même source. Le projet de loi de 107 articles stipule que «les prestations de l'audio-

visuel autorisées sont représentées par des chaînes thématiques. Il autorise ces chaînes à intégrer des émissions et programmes d'information en fonction d'un volume horaire clairement défini dans l'autorisation d'exploitation.» L'article 18 stipule que les candidats éligibles à la création de prestations de l'audiovisuel thématique, doivent être de nationalité algérienne, mais aussi justifier d'un capital social «exclusivement national».

Selon l'article 27 dudit projet de loi, la durée de l'autorisation délivrée pour l'exploitation d'une prestation de diffusion télévisuelle est de dix (10) ans et de cinq (5) ans pour une pres-

tation de diffusion radiophonique.

L'article 48 prévoit également la nécessité de s'assurer du respect des quotas de programmes fixés en veillant à ce que 60% des programmes diffusés soient des programmes nationaux produits en Algérie dont plus de 20% consacrés annuellement à la diffusion d'œuvres audiovisuelles et cinématographiques.

Par ailleurs l'examen du projet de loi sur les mines est prévu dimanche et lundi prochains, alors que son vote est prévu le 19 janvier. A la fin du débat le ministre de l'Energie et des Mines répondra le lendemain du débat, aux questions des députés.

CRIMES COMMIS À L'ÉTRANGER:

Un avant-projet de loi portant sur l'extension de la compétence territoriale des tribunaux algériens au sujet des crimes commis à l'étranger et touchant les intérêts stratégiques de l'Etat algérien ou de ses ressortissants est en phase de préparation, a affirmé jeudi à Aïn Defla le ministre de la Justice, garde des sceaux, Tayeb Louh.

Cet avant-projet est à l'étude au niveau de l'un des ateliers de travail, mis en place par le ministère de la Justice, en vue de discuter des textes législatifs ayant trait au code de procédure pénale, a indiqué le ministre en marge d'une cérémonie d'installation du président et du procureur général de la Cour de justice de Aïn Defla, respectivement MM. Bendalaa Ahmed et Mahboubi Nouredine. L'atelier se penche sur les ar-

Avant-projet de loi sur la compétence territoriale des tribunaux algériens en préparation



ticles renvoyant à la détention temporaire, a ajouté le ministre, rappelant que la politique pénale nationale est basée sur le principe de l'équilibre entre le respect de la loi et celui des libertés.

Des textes législatifs ayant trait au code de procédure civile (entré en vigueur récemment) et dont l'application de certains articles a révélé «certaines problématiques pratiques», non prises

en ligne de compte au moment de sa mise en place, font l'objet de discussions au niveau d'un autre atelier, a signalé M. Louh. «Une réflexion doit être engagée sur les possibilités d'application d'une recommandation de la commission de réforme de la justice», visant la mise en place de tribunaux de proximité qui prennent en charge les conflits survenant dans la vie quotidienne des citoyens, a par ailleurs ajouté le ministre.

Lancement d'une opération de mise en place d'une banque nationale de données

Une opération visant la mise en place d'une banque nationale de données propres au secteur de la justice vient d'être lancée, a annoncé jeudi à Aïn Defla, le ministre de la Justice, garde des sceaux, M. Tayeb Louh. L'opération vise à rapprocher les infrastructures de la justice du citoyen par le biais de moyens et outils modernes, a indiqué le ministre, qui s'exprimait en marge de l'installation du président et du procureur général de la cour de Aïn Defla. A la faveur de la

mise en place de cette banque des données, toutes les structures de magistratures seront reliées entre elles grâce aux technologies nouvelles de l'informatique, a ajouté le ministre. La mise en place de la banque permettra au citoyen de bénéficier des services de l'appareil judiciaire en n'étant pas obligé, pour avoir un document donné, de renouveler à chaque fois un dossier qu'il a déjà déposé par le passé pour le même motif, a indiqué le ministre.

La vie reprend progressivement son cours normal

La vie reprend progressivement son cours normal et habituel en ce début de l'année 2014 dans les différents quartiers de la ville de Ghardaïa qui avait été la semaine dernière le théâtre d'échauffourées entre jeunes, a constaté jeudi un journaliste de l'APS.

Une grande partie des commerces du chef-lieu de wilaya a repris son activité et les gens vaquent à leurs occupations habituelles dans le calme, sous les yeux vigilants des services de sécurité renforcés et déployés, à titre préventif, sur les points névralgiques de la ville, et qui semblent bien maîtriser la situation.

Sur les 2.200 commerçants que compte la commune de Ghardaïa, près de 900 sont fermés, dont un grand nombre pour faire les bilans de fin d'année, selon les services du commerce de la wilaya.

Les élus et les représentants de la société civile multiplient les appels au calme et au dialogue, au moment où des groupuscules placardent des tracts appelant à la «libération des détenus», à la «distribution équitable de logements et de terrains» et à «l'indemnisation des sinistrés

de ces événements». De nombreuses personnes contactées par l'APS estiment que le retour au calme est l'œuvre des services de sécurité, de la sagesse et la compréhension des habitants de Ghardaïa condamnés à vivre ensemble dans l'harmonie. De son côté, une grande partie de la population appelle à la prise en charge des doléances de la population en matière de logement et de foncier, sources de conflits dans la région. Pour de nombreux spécialistes et universitaires, la vallée du M'zab (Chebka) est saturée pour contenir une population caractérisée par une croissance démographique exponentielle, d'où la nécessité de créer des ksour et des villes satellites, en tenant compte de la sociologie de la région.

Les autorités locales s'attendent à trouver une solution durable pour que cette région, réputée mondialement, retrouve sa pleine quiétude et sa stabilité, afin de s'engager dans le développement durable et le bien-être de la population. Dans ce sens, une délégation de notables de la région de Ghardaïa s'est déplacée jeudi à Alger pour dialoguer avec les responsables concernés, afin de mettre fin aux

échauffourées cycliques dans la région de Ghardaïa.

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, devra annoncer prochainement une initiative pour un retour à la normale de façon définitive dans la région, selon le ministre de la Communication, Abdelkader Messahel.

Certains quartiers de la ville de Ghardaïa avaient connu, la fin de l'année 2013, des échauffourées nocturnes entre des groupes de jeunes du quartier de Souk et de hay El Moudjahidine, au centre-ville de Ghardaïa, qui se sont étendues ensuite au quartier Hadj Messaoud.

Les jeunes ont utilisé divers produits inflammables durant ces échauffourées, avant que le calme ne soit rétabli après l'intervention des brigades anti émeutes. Ces événements, marqués également par des attaques contre les forces de sécurité déployées pour rétablir l'ordre, ont fait plusieurs blessés, notamment parmi les policiers et les jeunes, selon une source hospitalière locale.

Une trentaine d'habitations et une quinzaine de commerces ont été saccagés et dévalisés avant d'être incendiés, selon un bilan provisoire.

PARTIS POLITIQUES EN 2013 Des discours dominés par la prochaine présidentielle et la révision de la Constitution

La prochaine élection présidentielle et l'éventuelle révision de la Constitution, ont dominé, tout le long de l'année 2013, les discours des partis politiques, qui n'ont raté aucune sortie médiatique pour se prononcer sur ces deux questions cruciales et combien importantes pour l'avenir de l'Algérie et son développement.

Qu'elles soient de gauche, de centre ou de tendance islamique, de nombreuses formations politiques ont affiché, à différentes occasions, leurs positions favorables à une révision, partielle ou élargie, de la loi fondamentale du pays.

Les leaders de ces partis n'ont pas manqué, cependant, de souligner dans leurs allocutions, la nécessité d'organiser la présidentielle du mois d'avril prochain, dans la «transparence» et la «démocratie».

Même si l'échéance d'une possible révision de la Constitution et son déroulement les divisent, les partis politiques ont été, dans leur majorité, unanimes sur la nécessité d'organiser, dans les plus brefs délais, cette opération.

Les quelques personnalités politiques qui ont annoncé, jusqu'à présent, leur candidature à la magistrature suprême devront attendre la convocation du corps électoral et l'annonce de la date du dépôt de candidature auprès du Conseil constitutionnel pour pouvoir prendre part, officiellement, à la course vers le palais d'El Mouradia.

Plusieurs formations politiques et personnalités nationales ont décidé d'accorder de nouveau leur «pleine confiance» au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, le sollicitant «vivement» de brigner un quatrième mandat.

À cet effet, le Comité central du parti du Front de libération nationale (FLN) a appelé le président Bouteflika, à parachever dans «les plus brefs délais» son programme politique à travers une révision de la Constitution consacrant le principe de séparation des pouvoirs, une nécessité pour la consolidation d'un Etat de droit.

Appel à un quatrième mandat...

Le FLN, à travers son secrétaire général, Amar Saadani, a appelé le chef de l'Etat à se présenter à l'élection présidentielle de 2014 pour garantir «la finalisation des nombreux chantiers engagés dans divers secteurs de développement».

De son côté, le président du parti «Tajamoua Amel El Djazair» (TAJ), Amar Ghoul, a qualifié la prochaine échéance électorale de «décisive» et de «déterminante», en réitérant le soutien «absolu» de son parti au président Bouteflika, au cas où il se porterait candidat.

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Abdelkader Bensalah, a lui aussi réitéré l'appui de sa formation politique à une éventuelle candidature du président Bouteflika.

«Le RND n'a pas changé. Nous ne faisons ni surenchère ni troc politique. Nous sommes avec co-

tés des préoccupations du peuple et de ceux qui contribuent à préserver les constantes nationales et à renforcer les institutions», a affirmé récemment, M. Bensalah, dans une allocution.

Le Parti des travailleurs (PT) estime, quant à lui, nécessaire d'amorcer un «renouveau politique» par l'engagement d'un processus associant le peuple dans un débat libre, susceptible d'aboutir à une réforme constitutionnelle.

La leader du PT a tenu, toutefois, à préciser que son parti «ne soutiendra» aucun candidat de l'opposition lors de la prochaine présidentielle.

Par ailleurs, le Mouvement Ennahda a estimé que la mise en place d'un gouvernement de coalition, impliquant l'ensemble des courants politiques et les forces vives de la Nation, était «essentielle» pour veiller à la promulgation des lois organiques et, en premier lieu, la Constitution.

Une révision à la hauteur des attentes...

Pour sa part, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), a préconisé la construction d'un consensus autour d'un «minimum républicain» en vue d'«assainir» le climat politique en Algérie.

Il est nécessaire, de l'avis du RCD, d'ouvrir le débat autour de la création d'une «Commission nationale permanente chargée de la gestion des élections» et d'un «Observatoire national des élections».

Les deux structures «institutionnellement indépendantes», auront pour missions, selon ce parti, l'organisation, la gestion et la supervision des élections dans leurs différentes phases.

De son côté, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Mokri, a exprimé, au cours de l'année 2013, la volonté de son parti de participer à la prochaine élection présidentielle avec son propre candidat ou en soutenant un «candidat commun» issu d'un consensus avec d'autres formations politiques de l'opposition.

«Si consensus il y a avec les autres partis politiques de l'opposition autour d'un projet politique et d'un candidat commun, nous opterons pour ce choix au lieu d'un candidat du MSP», avait précisé M. Mokri. S'agissant de la loi fondamentale, le MSP aspire, selon son premier responsable, à une Constitution qui «réflecte les attentes réelles du peuple algérien et de sa classe politique».

La révision de la Constitution et l'élection présidentielle ont, par ailleurs, figuré parmi les principaux sujets débattus lors de la session ordinaire du conseil national du Front des forces socialistes (FFS), tenue jeudi et vendredi à Alger.

A cette occasion, le parti s'est dit être à «pied d'oeuvre» pour permettre le lancement d'un débat «sérieux et «libre» sur la prochaine élection présidentielle et une possible révision de la Constitution, selon Ali Laskri, membre de l'instance présidentielle du FFS.

M. RAMTANE LAMAMRA, MINISTRE DES AE, INVITÉ DE L'ÉMISSION «SUR LE FIL» DE CANAL ALGÉRIE

Le terrorisme dans l'impasse

Saïd Abjaoui

Recul du terrorisme au Sahel du point de vue stratégique, selon Lamamra. Le concept de «stratégie» est utilisé pour expliquer que le terrorisme ne peut plus atteindre ses objectifs. Que peut-il véhiculer comme menace ? La lutte contre ce phénomène a placé celui-ci dans l'impasse la plus totale. Il ne bénéficie d'aucune couverture politique car il est « honni » par les populations. Il ne possède aucune capacité de grande nuisance. Il ne peut plus atteindre ses objectifs, ni politiques, ni économiques, ni sécuritaires ou plutôt insécuritaires. Par rapport aux populations, face à ses tentatives de les diviser, il a plutôt réussi à faire l'unanimité contre lui.

Bien donc qu'il ait reculé sur le plan stratégique, à savoir qu'il ne peut plus atteindre aucun objectif qui lui est fixé, il demeure toujours en posture d'intervention dès que se présente la moindre vulnérabilité mais peut prospérer si la vigilance populaire n'est plus exigée. Il peut prospérer quand il met la main sur les organisations criminelles transfrontières, celle de l'acheminement de la drogue, toutes les drogues, y compris les plus dures. A présent, quand on parle de El Qaïda, on ne doit plus la dissocier de la contrebande et des narcotrafiquants.

Bien que l'Algérie soit immunisée contre un retour à la décennie 1990, il n'en demeure pas moins que la vigilance doit continuer à être de rigueur.

Une diplomatie qui privilégie essentiellement le dialogue

La Libye et la Tunisie ne sont pas que des pays voisins. Le ministre algérien des affaires étrangères affirme que l'Algérie répond par « une sollicitation fraternelle ».

DK NEWS

Il définit ainsi la qualité et la nature des liens qui définissent nos relations avec ces deux pays. Des liens qui confèrent une fatale solidarité opérationnelle, dans le cadre de perspectives communes.

Faudrait-il tourner le dos à des pays frères avec lesquels nous sommes condamnés à coopérer et de façon très étroite ?

Impérativement, il faut les aider à «sortir de phases difficiles». Aider ? donner des conseils, sur sollicitation n'est pas, comme le dit Lamamra, une ingérence.

Ces deux pays sont convaincus qu'ils ont besoin de l'expertise et de l'expérience de l'Algérie. Nous devons les aider à sortir d'une crise que l'Algérie connaît bien pour avoir réussi à en maîtriser les variables. Deux variables importantes au stade où en est la situation dans chacun de ces deux pays. Il y a la situation sécuritaire.

Il y a également celle des institutions qui nécessitent leur construction, leur consolidation, l'inscription de leur fonctionnement dans le cadre de la démocratisation. L'aide algérienne à la conduite de ce processus par la mise en cohérence de l'évolution de ces deux variables est basée de façon à ce que soit instaurée la réconciliation nationale.

L'Algérie aidera ainsi ces deux pays à emprunter la bretelle d'accès à l'autoroute, c'est-à-dire la démocratie car c'est leurs vœux et également car ce sont nos vœux.

Tout le monde a conscience de la dif-

ficulté de la tâche. Lamamra parle de «phases difficiles». Conformément à un

compte que ne peut garantir que la réconciliation, car celle-ci signifie l'engage-



des piliers qui fondent notre diplomatie, Lamamra assoit le succès des démarches de sortie de crise sur «le dialogue». Le dialogue devrait être la base de l'action stratégique quotidienne. Comment parvenir à la réconciliation sans passer par le dialogue ?

C'est à juste titre que la réconciliation ne peut se faire que par le rapprochement pour un dialogue sincère, et jamais il ne pourra s'admettre que le dialogue est un facteur d'aggravation de la crise. La réconciliation par le dialogue et non par les armes.

Les nationaux doivent construire une paix durable sur la base d'un solde de tout

ment à ne plus donner aux relations le caractère conflictuel.

Lamamra aborde le cas de la construction du Grand Maghreb. Il voudrait que l'analyse des obstacles rencontrés à ce jour devrait se faire sans complaisance. «Le courage de voir ce qui n'a pas marché» disait-il sur la chaîne TV Canal Algérie.

Certes, il n'est pas facile de quitter des repères qui organisaient toute la vie dans le passé pour en adopter d'autres et agir comme si l'objectif poursuivi est déjà atteint.

Même les grandes puissances occidentales n'y sont pas encore arrivées.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

«Un recul du terrorisme au Sahel du point de vue stratégique»

Le terrorisme au Sahel est en recul du point de vue stratégique, a affirmé mercredi à Alger le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, appelant les pays africains à consentir des sacrifices, notamment financiers, dans la lutte contre ce phénomène qui s'est imposé à la communauté internationale.

«Du point de vue stratégique, et même si l'on se réfère à El-Qaïda en tant que maison mère et non à ses filiales, le terrorisme est en déclin et en recul au Sahel, cela est incontestable», a indiqué M. Lamamra lors de l'émission «Sur le fil» de Canal Algérie. Il a souligné que le rôle actuel des pays africains était de s'organiser et de consentir des sacrifices, notamment financiers, afin que «la contribution de la communauté internationale se réduise à un apport en matière technologique, de renseignement et de formation».

Il a rappelé que la lutte contre le terrorisme au Sahel s'impose, à présent, à la communauté internationale, et que ce phénomène «ne se réduit plus à un phénomène isolé» et comporte des «ramifications en terme de systèmes de financement, de sécurité des frontières, de documents de voyage, de réseaux, de trafic de

L'intervention intégrale du ministre des AE à été publiée dans notre édition d'hier (vendredi) en pages 4 et 5

narcotique et d'utilisation d'immigration clandestines».

Soulignant que le terrorisme au Sahel menace la paix et la sécurité internationale, M. Lamamra a indiqué que «les Etats sont mis en demeure de mettre en synergie l'ensemble des institutions pour contribuer à la lutte et la prévention contre le terrorisme» qui ne devraient pas relever uniquement du domaine de la diplomatie et de la défense.

A ce propos, le chef de la diplomatie algérienne a mis en lumière l'importance d'une mobilisation d'autres services et structures des Etats, qui concernent en majeure partie les secteurs des finances, outre la coopération régionale et internationale à travers la mise en place de dispositifs et autres mécanismes à même de d'opérationnaliser l'architecture africaine de paix et de sécurité dans la région. A une question sur les interventions militaires étrangères dans certains pays d'Afrique,

comme le Mali et la République centrafricaine, M. Lamamra a expliqué que «lorsque une intervention est sollicitée par le gouvernement en place et soutenue par l'Union africaine (UA), nous ne pouvons pas dire qu'il faut à tout prix décourager une telle intervention quitte à ce que les conséquences soient insupportables».

Il a, toutefois, considéré que les interventions étrangères peuvent être évitables «si les mesures de précautions nécessaires ont été prises à temps», soulignant, par ailleurs, que le panafricanisme ne se résumait pas uniquement à des slogans et que la volonté politique en Afrique pour résoudre les problèmes africains par des moyens africains existe.

M. Lamamra a, à cet égard, précisé que «ces solutions deviendront une réalité lorsque tous les Etats membres de l'UA acceptent de consentir des sacrifices, financiers notamment, mais également en termes de moyens logistiques et de mobi-

lité stratégique», relevant que «l'Afrique ne manquait pas de troupes». Il a cité comme exemple, en terme de coopération, le cas de la Somalie où les troupes ougandaises ont été transportées par l'Armée nationale populaire (ANP), sur instruction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour instaurer la paix dans ce pays.

Par ailleurs et pour dire toute la menace du terrorisme sur la communauté internationale, le ministre a tenu à rappeler qu'«il fut un temps où l'Algérie combattait seule le terrorisme et que beaucoup se complaisaient dans une manière de décrire la situation qui était tout à fait hors de propos et de proportions avec les défis que l'Algérie surmontait par ses propres moyens».

«Je me souviens de ceux qui se référaient à la situation en Algérie comme étant de la violence politique plutôt que d'appeler les choses par leur nom et de parler de terrorisme».

Il ne s'agit pas de personnes ou d'autorités pêchées par l'ignorance, mais délibérément pour diminuer de la valeur de ce que l'Algérie faisait de ce point de vue pour elle-même comme pour tout le reste de la communauté internationale», a-t-il noté.

RAMASSAGE DES DÉCHETS MÉNAGERS DE LA BANLIEUE D'ALGER:

Début des activités de l'entreprise Extranet

Le nouvel établissement de wilaya de ramassage de déchets ménagers dans les 29 communes de la banlieue d'Alger, Extranet, a entamé depuis le 1^{er} janvier la collecte quotidienne de 2.000 tonnes de déchets, annonce son directeur général, Rachid Mechab.



"Nous avons commencé à travailler dès le 1^{er} janvier dans les 29 communes de la banlieue d'Alger sans exception. La préparation nous a permis de se mettre dans le bain sans contraintes", a affirmé à l'APS M. Mechab.

Extranet, créée par la wilaya d'Alger au mois de juin 2013, a comme objectif la collecte et le transport des déchets ménagers dans les communes extramuros de la capitale à partir du 1^{er} janvier 2014.

Les communes concernées sont Birtouta, Ouled Chebel, Tessala El Mardja, Draria, Douéra, Kheraïcia, Baba Hassan, El Achour, Zéralda, Staouéli, Soudania, Mahelma, Rahmania, Rouiba, Réghaïa, Heuraoua, Birkhadem, Saoula, Chéraga, Ain Bénian, Ouled Fayet, Oued Smar, Baraki, Sidi Moussa, Ain Taya, El Marsa, Bordj El Bahri, Bordj El Kiffan et Dar El Beïda.

Dans ces localités de la banlieue algéroise où le problème de l'hygiène et du ramassage des déchets ménagers est devenu un "casse tête chinois", la collecte (des déchets ménagers) était assurée par les APC et des opérateurs privés, avant que la wilaya ne décide de récupérer cette mission.

Netcom, de son côté, avec ses 4.000 agents et ses 400 camions, intervient notamment dans les communes ur-

baines relevant des circonscriptions administratives de Sidi M'hamed, Bab El Oued, Hussein Dey et Bouzaréah.

Le début d'activité d'Extranet a coïncidé avec l'inauguration du centre d'enfouissement technique (CET) de Corso, dans la wilaya de Boumerdes.

L'avantage est que maintenant nous disposons de deux sites de déversement de déchets ménagers, Hamici (Mahelma) et Corso. Les camionneurs d'Extranet et ceux des communes Est de la capitale ont commencé à déverser mercredi au niveau du CET de Corso. Le reste est parti déverser à Hamici dans la commune de Mahelma", a indiqué M. Mechab.

"La démarche organisationnelle de l'établissement et la sectorisation de l'activité ont été très bénéfiques notamment pour le cas des unités de nettoyage d'Alger Est qui se déplaçaient jusqu'à Hamici depuis Réghaïa, Rouiba et Heuraoua. Maintenant, elles ont un site de déversement beaucoup plus rapproché", a-t-il ajouté.

Dès le premier jour de son entrée en activité, Extranet a mobilisé, selon son directeur général, 200 camions, dont 20 en location, et 4.200 agents.

Interrogé sur les objectifs à court terme de son établissement, M. Mechab a répondu qu'il s'agissait d'abord d'assurer "un certain degré d'hygiène et de propreté dans les 29 communes,

être efficace en termes de collecte de déchets ménagers et introduire la notion de nettoyage, notamment le balayage de la voie publique".

Il s'agit également de renforcer le matériel de collecte et de transport des déchets ménagers et d'étoffer, dans les deux prochains mois, les effectifs de l'établissement pour les porter à 5.000 agents pour couvrir les 29 communes, qui représentent 80% du territoire de la capitale.

Auparavant, M. Mechab a estimé qu'Extranet a besoin de 5.000 travailleurs et 520 camions pour remplir une mission très difficile, la collecte, en moyenne, de 1.800 à 2.000 tonnes de déchets ménagers par jour, soit l'équivalent de 700.000 tonnes par an. Pour lui permettre de réaliser ses différents programmes de développement, la wilaya a fait doter Extranet d'un budget de fonctionnement de 1,8 milliard de dinars et d'un budget d'équipement de 750 millions de dinars. Fustigeant à plusieurs occasions les élus locaux pour leur passivité devant l'absence d'hygiène dans leurs communes, le wali d'Alger Abdelkader Zoukh avait annoncé que plus de 7.000 agents allaient être recrutés dès le 1^{er} janvier 2014 dans le secteur de l'hygiène et qu'une enveloppe de 6 milliards de DA a été dérogée pour l'acquisition de matériel neuf.

ONS

Poursuite du recul du taux de chômage chez les universitaires en 2013

Le taux de chômage en Algérie s'est établi en 2013 à 9,8%, avec une baisse continue du taux de chômage chez les universitaires qui est passé de 21,4% à 15,2% entre 2010 et 2012 pour atteindre 14,3% en 2013, a appris jeudi l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Après avoir connu une stagnation de 2009 à 2011 autour de 10%, le taux de chômage en Algérie poursuivait sa tendance baissière pour atteindre 9,8% en 2013 contre 11% en 2012.

L'effectif des chômeurs a atteint 1.175.000 personnes, soit 9,8% de la population active contre 1.253.000 personnes en 2012 (11%) et 1.062.000 personnes (10%) en 2011, indiquent les résultats d'une enquête sur l'emploi auprès des ménages réalisée par l'ONS en septembre 2013 (période de référence).

A la même période, la population active ou en âge de travailler (les personnes âgées de 15 ans et plus) était estimée à 11.964.000 individus, contre 11.423.000 individus l'année dernière, soit un accroissement de 4,7%, selon les concepts définis par le Bureau international du travail (BIT), précise l'office.

Par contre, la population occupée du moment, au sens du BIT, est estimée à 10.788.000 personnes en 2013 contre 10.170.000 personnes en 2012, soit un taux d'accroissement de 6,1%, affirme l'ONS selon lequel le taux de participation à la force de travail de la population âgée de 15 ans et plus (ou taux d'activité économique) s'établit à 43,2%.

Par contre, la population occupée du moment, au sens du BIT, est estimée à 10.788.000 personnes en 2013 contre 10.170.000 personnes en 2012, soit un taux d'accroissement de 6,1%, affirme l'ONS selon lequel le taux de participation à la force de travail de la population âgée de 15 ans et plus (ou taux d'activité économique) s'établit à 43,2% alors que le taux d'emploi a atteint 39%.

Le taux de chômage en milieu urbain reste le plus important avec 10,6%, et 8,1% en zone rurale, indiquent les résultats de cette enquête sur l'emploi auprès des ménages pour 2013, menée auprès de 21.502 ménages répartis sur le territoire national.

L'enquête relève aussi des disparités assez significatives en matière de chômage selon le sexe, l'âge et le niveau d'instruction. Le taux de chômage s'établit à 8,3% chez les hommes et 16,3% chez les femmes. Il a connu une baisse (taux de chômage) chez les deux sexes en 2013 par rapport à l'année dernière, mais plus prononcée auprès des hommes, avec 1,3 point, alors que le chômage féminin qui a baissé de seulement 0,7 point.

La baisse du taux de chômage féminin observée depuis 2011 se poursuit, passant de 17,2% (2011) à 17% (2012) et enfin à 16,3 en 2013.

Baisse continue du taux de chômage des diplômés

Les résultats de cette enquête montrent que le chômage touche toujours les universitaires et plus particulièrement les diplômés de l'enseignement supérieur, en dépit d'une baisse continue.

En effet, le taux est passé de 21,4% à 15,2% entre 2010 et 2012 pour atteindre 14,3% en 2013, grâce aux différents dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés.

Après avoir connu une hausse du taux de chômage des jeunes (16-24ans) depuis 2010, cette année a été caractérisée également par une baisse relative de ce taux, qui est passé de 27,5% à 24,8% en 2013, touchant ainsi un jeune actif sur quatre, souligne l'enquête.

Près d'un chômeur sur trois est en quête d'emploi depuis moins d'une année, note l'enquête, relevant une dominance du chômage de longue durée, mais en régression par rapport à 2012, puisque le taux est passé de 63,1% en 2012 à 60,8% en 2013. Le chômage de longue durée affecte davantage les personnes sans diplômes (65,1%) et les diplômés de la formation professionnelle (62,2%) comparativement aux diplômés universitaires (48,5%). Les chômeurs ayant déjà travaillé sont estimés à 481.000 personnes, soit plus de 40,9% de l'ensemble des chômeurs. Il s'agit d'une population qui est constituée essentiellement des salariés non permanents (66,4%) exerçant principalement dans le secteur privé (62,7%). Pour la population occupée estimée à 10.788.000 personnes, soit un taux d'occupation de 28%. Cette tranche de population s'est accrue de 618.000 personnes en 2013 et par rapport à 2012, soit un accroissement relatif de 6,1%. Ainsi, l'office relève pour la deuxième année consécutive un accroissement pratiquement du même ordre soit 5,9 entre 2011 et 2012.

La structure de l'emploi selon le secteur d'activité fait ressortir un secteur tertiaire (commerce et services), en progression, ce dernier absorbe 59,8% de la main d'œuvre totale, suivi par le BTP (16,6%), l'industrie (13%) et enfin l'agriculture (10,6%).

Par secteur juridique, l'enquête fait ressortir une dominance du secteur privé ou mixte avec une part de 58,8% alors que le secteur public absorbe (41,2%).

L'emploi féminin se caractérise par une grande concentration dans le secteur public avec un taux de 61,2% contre 36,9% pour les hommes.

DJELFA

Entrée en exploitation d'un hôpital de 120 lits à El Idrissia

Un hôpital de 120 lits est entré en exploitation jeudi dans la daïra d'El Idrissia, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Djelfa.

La mise en service de cet établissement sanitaire, réalisé pour un coût de plus de trois (3) milliards DA, est inscrite au titre de l'application des instructions du ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, qui avait insisté, lors de sa dernière visite dans la wilaya, sur la "nécessité d'accélérer l'ouverture de cet hôpital et de préserver cet acquis", qu'il avait qualifié de "joyau".

En procédant à la mise en exploitation de cette structure, en présence des cadres du secteur, des autorités locales et des représentants de la société civile de la wilaya, le directeur de la Santé, Khalel Chibane, a souligné l'importance de cet "acquis", reflétant, selon lui, "les efforts consacrés par l'Etat pour améliorer le service public dans le domaine de la santé". Il a assuré que tous les services de cet établissement ont été dotés d'un "bon" encadrement,

formé d'équipes médicales englobant plus de sept (7) spécialistes, qui s'ajoutent à l'équipe médicale cubaine et aux chirurgiens qui seront détachés, de façon périodique, pour soutenir l'encadrement de cet hôpital, dans l'attente de son renforcement "dans les plus brefs délais", avec des spécialistes et des chirurgiens permanents, a-t-il ajouté. Interrogés par l'APS, de nombreux habitants de cette daïra de plus de 60.000 âmes, ont exprimé leur "soulagement et satisfaction" à l'égard de l'ouverture de cette structure, considérée "comme un rêve accompli par la volonté de l'Etat", ont-ils assuré, soulignant la nécessité, pour eux, de préserver cet acquis, qui réduira les "déplacements pénibles des malades de la région, vers d'autres hôpitaux éloignés".

Ce nouvel hôpital, doté d'un plateau technique moderne, englobe plusieurs services dédiés, entre autres, à la gynécologie obstétrique, la médecine interne, la chirurgie, les urgences médicales, la radiologie, outre un laboratoire d'analyses, a-t-on indiqué.

ILLIZI

Une équipe médicale d'Alger Effectue des consultations

Des consultations médicales ont été effectuées à Illizi, dans le cadre d'une action de solidarité, a-t-on constaté.

Les inscriptions pour des consultations médicales spécialisées ont été ouvertes au profit des malades au niveau de l'hôpital "Tergui Wantimidi" à Illizi, et concernent les spécialités d'oto-rhino-laryngologie (ORL), cardiologie, dermatologie et pneumophthisologie, a indiqué la présidente de l'association "Amel li Chiffa" (partie organisatrice), M^{me} Soraya Bouras.

Après la consultation médicale, les malades diagnostiqués sont pris en

charge au niveau de cet hôpital et bénéficieront d'opérations chirurgicales, tandis que les cas critiques seront évacués aux structures de santé d'Alger et de Tipasa, a indiqué la même source.

En marge de cette opération de deux jours, une journée d'étude a été organisée à la maison de la culture "Othmani Bali" dans le but de sensibiliser les citoyens sur différentes pathologies et les moyens et méthodes de leur prévention, a-t-on signalé.

L'objectif ciblé, à travers cette action de solidarité, est d'apporter une assistance aux malades et leur éviter les contraintes de déplacement vers les wi-

layas dans le nord du pays pour se faire soigner. Le but étant également de créer une opportunité de rencontre entre les spécialistes et les médecins exerçant dans cette wilaya.

Une opération similaire est prévue en février prochain à Illizi, avant d'être étendue à d'autres communes de la wilaya, a assuré Mme Bouras. Le professeur Hocine Chaouch de l'hôpital Mustapha Pacha a affirmé que le but de cette action de solidarité est "d'assurer une bonne prise en charge médicale des patients, sur place ou au niveau des hôpitaux centraux, et soutenir les médecins locaux".

APS

Les cours du pétrole sans direction en Asie

Les cours du pétrole étaient sans direction hier en Asie, tiraillés entre la publication attendue dans la journée des derniers chiffres sur les réserves de brut aux Etats-Unis et le bombardement d'un important oléoduc irakien.

Après avoir perdu près de trois dollars la veille sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en février cédait deux cents, à 95,42 dollars. Le marché attendait le rapport hebdomadaire du département américain de l'Energie sur les réserves de brut américaines, publié exceptionnellement vendredi au lieu de mercredi en raison du jour férié du Nouvel An.

Les prix de l'or noir étaient aussi soutenus par le bombardement jeudi d'un oléoduc qui achemine le brut du nord de l'Irak au terminal pétrolier turc de Ceyhan (sur la Méditerranée).

Le WTI avait cédé 2,98 dollars jeudi, pour s'établir à 95,44 dollars. A Londres, le Brent avait terminé à 107,78 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en baisse de 3,02 dollars par rapport à la clôture de mardi.

FRANCE: L'activité industrielle en recul, à contre-courant du reste de l'Europe

L'indice PMI d'activité dans le secteur manufacturier en France a reculé en décembre à son plus bas niveau depuis sept mois, confirmant son décrochage avec le reste de la zone euro, a annoncé jeudi une étude de Markit, la société qui le calcule.

Quatre des cinq composantes de l'indice sont en recul, dont les nouvelles commandes et l'emploi, celle des délais de livraisons des fournisseurs faisant exception.

"Les fabricants français signalent une nouvelle détérioration de la conjoncture dans le secteur manufacturier français en décembre. L'Indice des

Acheteurs PMI se replie de 48,4 en novembre à 47,0", a précisé Markit, qui souligne que "les replis de la production et des nouvelles commandes se renforcent", tandis que "le recul de l'emploi s'accélère".

Selon Jack Kennedy, économiste chez Markit, "le secteur manufacturier français termine l'année 2013 sur une note décevante", et "les entreprises interrogées mentionnent un climat d'incertitude persistant".

Un "retournement de situation ne se profile pas encore à l'horizon", a-t-il estimé.

Les données françaises contrastent avec les enquêtes menées par Markit dans le reste de la zone euro, et qui ont également été publiées jeudi.

L'indice PMI d'activité dans l'industrie de l'ensemble de la zone euro a ainsi grimpé en décembre à son plus haut niveau depuis 31 mois, porté par une performance toujours solide de l'Allemagne, ainsi que par des rebonds en Grèce et en Espagne.

"La France a évolué en sens contraire", a souligné Markit, qui rappelle qu'il s'agit de la 22ème contraction consécutive de l'indice pour le pays.

APS

ALGÉRIE - GB Rencontre à Londres sur l'investissement en Algérie en février

Les opérateurs économiques algériens sont invités à participer à une rencontre sur l'investissement, le partenariat et le transfert technologique intitulée "Algeria investor window 2014" et prévue le 10 février prochain à Londres, indique la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) sur son site web.

Cette rencontre qui se tiendra à la Bourse de Londres est coorganisée par l'Agence gouvernementale britannique chargée de la promotion de l'investissement UK trade and investment, l'ambassade d'Algérie à Londres et l'ambassade britannique à Alger, précise la Caci.

Elle réunira des représentants gouvernementaux, des experts et de professionnels industriels expérimentés en vue d'explorer et de discuter les opportunités d'investissements en Algérie.

Cet événement sera une opportunité pour les opérateurs algériens et britanniques d'avoir des discussions et de réunions d'affaires et fournira une plate-forme idéale pour les entreprises intéressées par l'investissement en Algé-



rie. L'objectif principal est de promouvoir la coopération entre l'Algérie, la Grande Bretagne et les délégués internationaux en vue de lancer des projets d'investissement qui favorisent le développement économique en Algérie.

Rappelant le plan quinquennal 2010-2014 doté de 286 milliards de dollars de dépenses notamment dans des projets d'infrastructure, le logement, l'éducation, la santé, l'eau et les transports, les organisateurs de cette rencontre économique relèvent avec satisfaction l'évolution de l'Algérie vers l'économie de marché.

"Cherchant à diversifier et moderniser l'économie, le gouvernement algérien a lancé un programme de libérali-

sation agressive pour attirer les investissements directs étrangers", souligne-t-on sur le portail électronique des organisateurs.

Ces derniers indiquent également que l'Algérie a un réel potentiel en tant que marché pour les entreprises britanniques avec des fondamentaux économiques solides et des plans de dépenses du gouvernement significative en particulier sur les projets d'infrastructure.

Les principaux objectifs de la rencontre est de faciliter la collaboration entre l'Algérie, la Grande Bretagne et les délégués internationaux menant aux échanges et les projets d'investissement qui favorisent le développement économique en Algérie.

Journée d'information sur la LF 2014 lundi à Alger

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) organisera lundi à Alger une journée d'information sur la loi de finances de 2014 et son impact sur l'entreprise, apprend-on jeudi auprès de la Caci. Cette rencontre qui sera animée par des hauts responsables de la Direction générale des impôts (DGI) et de la Direction générales des douanes

(DGD) vise à informer les opérateurs sur les nouvelles dispositions introduites par la loi de finances 2014 concernant les entreprises, précise la chambre. La loi de finances (LF) pour 2014, signée lundi dernier par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, est consacrée essentiellement à l'encouragement de l'investissement productif, à la

maîtrise des importations et à l'amélioration de la qualité du service public.

Entré en vigueur le 1er janvier, le nouveau texte, qui n'introduit pas de nouvelles taxes ni d'augmentation d'impôts, prévoit des dépenses de 7.656,2 milliards de DA (mds DA), dont 4.714,5 milliards pour les dépenses de fonctionnement et 2.941,7 milliards

pour les dépenses d'équipement, alors que les recettes se situeraient à 3.455,6 mds de DA, en hausse de 10,4% comparativement à 2013.

Cette loi table également sur une croissance économique de 4,5% globalement et de 5,4% hors hydrocarbures et sur une variation de l'indice des prix à la consommation de 3,5%.

DJELFA Avis d'appel d'offres pour la réalisation d'un parc industriel à Ain Oussara

L'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (Aniref) vient de lancer un avis d'appel d'offres national et international restreint pour la réalisation du parc industriel de Ain Oussara (Djelfa) sur une superficie de 400 hectares, apprend-on jeudi auprès de l'Aniref.

Cet avis d'appel d'offres s'adresse aux bureaux d'études seuls ou en groupement intéressés et disposant d'un agrément en cours de validité ou équivalent pour les bureaux d'études étrangers justifiant d'au moins dix (10) ans d'activité, précise l'Aniref dans un avis publié dans la presse.

Il s'agit pour les candidats d'avoir réalisé les dix dernières années le contrôle et le suivi des études et travaux de réalisation d'un parc industriel ou d'un espace urbain d'une superficie de 100 ha, d'une galerie technique, d'une station d'épuration.

Les offres des candidats doivent comporter notamment une attestation de bonne exécution, un bilan comptable des 3 dernières années, ajoute l'Aniref qui fixe au 1er février prochain.

Le projet de réalisation du parc industriel de Ain Oussara s'inscrit dans le cadre du programme de création de 42 parcs industriels à travers le pays qui est en voie de lancement, rappelle-t-on. Ces parcs industriels, qui occuperont une surface globale de 9.572 hectares et qui ont nécessité un investissement de 88 milliards DA, contribueront à desserrer la contrainte en matière de foncier industriel et surtout à développer des investissements dans différentes activités industrielles et économiques, avait précisé Mme Hassiba Makraoui DG de l'Aniref.

«L'ensemble du processus de création de ces sites, au nord et sud du pays, a été finalisé et nous avons entamé la désignation des chefs de projets pour le suivi des opérations de concrétisation de cet important programme visant une meilleure prise en charge des préoccupations des investisseurs en matière de foncier industriel et répondant aux exigences nationales et mondiales dans le domaine des activités industrielles», a-t-elle affirmé.

Les demandes d'emploi aux Etats-Unis reculent la dernière semaine du mois de décembre

USA

Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont enregistré une baisse moins importante que prévu aux Etats-Unis pour la dernière semaine de décembre, a indiqué jeudi le département du Travail.

En données corrigées des variations saisonnières, elles se sont établies à 339.000, soit une baisse de 2.000 par rapport aux 341.000 demandes enregistrées la semaine précédente (chiffre révisé en hausse de 3.000). Les ana-

lystes tablaient sur un retrait plus marqué avec 333.000 demandes.

En moyenne sur un mois, les nouvelles inscriptions au chômage augmentent de 8.500 à 357.250, le niveau le plus haut depuis le 26 octobre. Il y a un an, les nouvelles demandes d'allocations se situaient à 372.000.

Le taux de chômage aux Etats-Unis se situait à 7% en novembre, au plus bas depuis cinq ans.

AÏN NAÂDJA

5 ans de prison pour viol

L'affaire est traitée par le tribunal d'Alger en décembre 2013, pour des faits qui remontent à novembre 2012.

Après le divorce de ses parents et le remariage de sa mère, Karima s'occupa d'autant mieux de sa petite fille, lui prodiguant amour affection, et gâteries.

Les mois et les années s'écoulèrent et elle fit d'assez bonnes études. Sa mère toujours aussi affectueuse et attentionnée, son grand rêve, l'aboutissement de tant de sacrifices et de bonheur, était de voir sa fille Nadia mariée à un jeune homme digne et amoureux.

Nadia belle et élégante, ne tarda pas à être courtisée par nombre de jeunes gens. Mourad le mari de sa mère, au lui de lui ouvrir grands ses bras pour lui prodiguer l'affection, a profité pour satisfaire son instinct bestial, seul avec Nadia à la maison, dans un moment de folles pulsions, il attrape Nadia avec violence et la viole sans pitié malgré ses larmes et ses supplications.

Nadia confie à sa mère qu'elle vient d'être déflorée par son mari Mourad.

Sa mère pleure, elle se dirige enfin vers le siège de la brigade de gendarmerie accompagnée de sa fille Nadia, elle est conduite par les gens de loi chez un médecin



qui ne fera que confirmer ses dires.

Mourad est arrêté et écroué. Le jour du procès, Le nommé Mourad est accusé du viol de la jeune Nadia, Mourad refute cette accusation de toutes ses forces, pressé de questions, il avoue finalement son acte. Nadia est encore visiblement sous le choc, la fille raconta sa mésaventure « Le mari de ma mère est la cause de mon malheur, alors que ma mère lui vouait une confiance aveugle. Ma souffrance est trop grande pour que je puisse l'oublier, j'ai perdu ma virginité à cause de se monsieur. » Le représentant du ministère public qui fit ressortir dans son réquisitoire la gravité des faits, ce qui, en vertu de l'article

336 alinéa 2, du code pénal la protège tout en condamnant l'accusé, au terme de son réquisitoire, ce dernier requiert une peine de dix ans de prison ferme à l'encontre de Mourad. L'avocat de l'accusé, tente de minimiser la gravité des faits et elle axe toute sa plaidoirie sur le fait que son mandant n'ait aucun antécédent judiciaire. Après les délibérations, le président fera lecture de l'enquête sociale de la victime qui n'a aucun passé judiciaire, sans problèmes et sans antécédent judiciaire, mais les indices sont là et confirment le délit qui lui est reprochés ainsi le verdict final prononcé contre Mourad est de 5 ans de prison ferme.

A.Ferrag

3 blessés dans un incendie à la cité AADL d'El Achour

SÉTIF — Trois personnes mortes asphyxiées

Trois personnes, dont deux enfants, sont décédées dans deux accidents survenus durant ces dernières 24 heures à Sétif après avoir inhalé du gaz brûlé provenant d'un appareil de chauffage défectueux, ont indiqué jeudi les services de la Protection civile.

Le premier accident qui s'est produit à la cité El Hidab, à l'est de Sétif, a occasionné la mort de deux enfants dont l'âge ne dépasse pas huit ans, a précisé la même source.

L'intervention des éléments de la Protection civile a permis de sauver les parents (39, 42

Le bilan de l'incendie qui s'est déclaré vendredi dans un appartement à la cité «AADL» d'El Achour (Alger Ouest) s'est élevé à trois (3) blessés légers, a appris l'APS auprès de la protection civile. Le responsable de la communication de la Direction générale de la Protection civile, le commandant Farouk Achour a indiqué que «l'incendie qui s'est déclaré vendredi dans un appartement, au 8^e étage, à la cité AADL d'El Achour (Alger Ouest) a fait trois blessés légers». Les services de la Protection civile ont circonscrit le feu et évacué les blessés vers 13h30.

Un premier bilan de cette institution avait fait état d'un blessé parmi les occupants de l'appartement où le sinistre s'est déclaré.

ans) d'une mort certaine. Ces derniers présentaient des signes de début d'asphyxie par monoxyde de carbone, a signalé le même responsable.

Un accident similaire est survenu, a-t-il ajouté, à la cité des 750 logements (au nord de Sétif), causant la mort d'une autre personne âgée de 39 ans, après avoir inhalé du monoxyde de carbone provenant d'un appareil de chauffage.

Les victimes de ces deux accidents ont été évacuées par les éléments de la Protection civile vers le centre hospitalo-universitaire Saâdna Abdenour du

chef lieu de wilaya. En outre, durant la même période, une maison a été ravagée partiellement par le feu qui s'est déclaré suite à la destruction du tuyau raccordé par la bouteille de gaz butane, utilisée pour se réchauffer, a-t-on indiqué de même source.

L'incendie signalé au village d'Ouled Kacem, dans la commune de Tizi N'Bechar (70 km au nord de Sétif), n'a pas provoqué de dégâts humains, la situation a été maîtrisée après l'intervention des sapeurs-pompiers, a-t-on également appris auprès de la même source.

APS

Plus de 150 kg de kif et près de 16.000 comprimés de psychotropes saisis en 2013 à Bechar

Quelque 151 kg de kif traité et 15.883 comprimés de psychotropes ont été saisis en 2013 par les services compétents de la sûreté de wilaya de Bechar, a-t-on appris jeudi auprès de la cellule de communication de cette institution écuritaire.

Sur un total de 186 personnes arrêtées pour trafic, détention, commercialisation et consommation de drogue, 166 ont été écrouées par la justice, a-t-on précisé. Une nette augmentation des saisies de ces drogues a été enregistrée en 2013, par rapport

à 2012 au cours de laquelle uniquement sept (7) kg de kif traité et 5.161 comprimés de psychotropes avaient été saisis par les mêmes services au titre de la prévention et de la lutte contre les drogues, selon la même source. Sur les 159 personnes arrêtées en 2012, pour également trafic, détention, commercialisation et consommation de drogues, 144 avaient été condamnées par la justice à diverses peines de prison, a-t-on fait savoir.

M'SILA

Le réseau routier dans un état lamentable à Boussaâda

La saison des pluies est là. Cependant, une question se pose: quel est l'état des routes à Boussaâda à quelques semaines de la venue de la pluie ? Le réseau routier urbain à Boussaâda, 68 kilomètres au sud de M'sila est toujours dans un état de dégradation très avancée.

Un tour effectué dans certaines rues de la ville, Dachara Gabliya, cité Mohamed Chaabani, 20 août, l'ancienne route d'Alger..., a suffi pour se rendre compte de l'état lamentable de certaines routes. L'asphalte est complètement détaché du sol. Des nids-de-poule et des crevasses parsèment le long du réseau.

Une situation déplorable surtout quand on sait qu'une bonne partie de ces routes avaient été bitumée quelques mois avant que les travaux de gaz ou d'AEP ne soient entamés. Ce qui dénote d'un manque ou carrément d'une absence de coordination avérée entre les différents services d'une même ville.

M. B.

Saisie de 200 quintaux de farine

Les gendarmes de la brigade d'Ouled Slimane, au sud de M'sila ont effectué plusieurs opérations de contrôle qui se sont soldées par la saisie de 200 quintaux de farine, sans facture, destinées à la vente clandestine.

Lors d'un contrôle de routine sur la RN46, reliant Boussaâda à Biskra, les gendarmes ont interpellé, deux camions provenant de Biskra à destination de Djelfa.

La marchandise a été saisie et remise au domaine.

M. B.

Saisie de 12 quintaux de viandes banches avariées

Une quantité de 12 quintaux de viandes blanches (poulets) avariées a été saisie en fin de semaine par les éléments de la brigade de gendarmerie nationale de Khouana, a-t-on indiqué jeudi auprès de la cellule de communication de cette institution.

La saisie a été faite au niveau de la RN45, au lieu-dit Banio, dans la commune de Maârif, 45 kilomètres du chef lieu de la wilaya de M'sila. La marchandise était transportée dans une camionnette frigorifique à destination de la wilaya de Laghouat.

La quantité de denrée alimentaire a été immédiatement évacuée vers la décharge publique communale pour y être incinérée.

M. B.

Arrestation de quatre étrangers pour immigration clandestine

Les éléments de la brigade de la gendarmerie de M'sila ont arrêté 4 ressortissants subsahariens (trois Maliens et un Camerounais), pour immigration clandestine. Ces derniers ont été transportés par un chauffeur de taxi informel de Sétif à destination de la wilaya de Tiaret.

Ces immigrés clandestins qui ont contrevenu à la loi régissant l'immigration, ont été soumis aux dispositions de la procédure d'usage pour être présentés après par devant la juridiction territorialement compétente, avant d'être refoulés vers leurs pays d'origine.

M. B.

Saisie de 40124 pétards

La commercialisation de produits dangereux et nocifs pour la santé continue à envahir le marché national, parmi eux les pétards. La manipulation de ces produits pyrotechniques entraîne à chaque fête l'évacuation de nombreux blessés aux hôpitaux.

Partant de ce constat amer, la semaine passée, lors de contrôles de routine de deux cars assurant la ligne Biskra-Alger.

La première quantité de 26784 pétards a été saisie par la brigade de gendarmerie de Ben S'rour sur la RN46, reliant Boussaâda à Biskra. La marchandise appartenait à un voyageur répondant aux initiales de S.A., résidant à Biskra.

La deuxième saisie a eu lieu au niveau de l'intersection de la RN8 et la RN45, au niveau du barrage fixe d'Ain Diss. Les gendarmes ont pu saisir dans un bus à destination de Biskra 13340 pétards appartenant au dénommé A.Y., résidant à Biskra.

La marchandise a été saisie et remises aux douaniers.

Mouad B.

Un incendie criminel vise le consulat de Chine aux Etats-Unis

Le consulat de Chine à San Francisco aux Etats-Unis a été visé mercredi soir par un incendie criminel qui a provoqué des dégâts importants, a annoncé jeudi un porte-parole du consulat, condamnant "un acte ignoble". Un assaillant a lancé "deux seaux d'essence contre la porte avant du consulat et y a mis le feu" mercredi à 21h25 heure locale (05h25 GMT jeudi), provoquant des "dégâts importants", a précisé le porte-parole dans un communiqué. La police et les pompiers de la ville, ainsi que les services de sécurité diplomatique du département d'Etat américain ont rapidement réagi, selon la même source. Le porte-parole chinois a condamné dans son communiqué "un acte ignoble", qui représente une "menace pour la sécurité du personnel consulaire et les habitants alentours". "Nous exhortons les autorités américaines à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer une protection adé-



quate du personnel et des bâtiments consulaires chinois, et pour traduire en justice le coupable aussi vite que possible", conclut le texte.

Plus de 100 millions d'Américains "à la merci" de la première tempête de neige majeure de 2014

Une tempête de neige majeure qui balaie depuis mercredi le centre-nord des Etats-Unis risquait de se prolonger au moins jusqu'à hier en atteignant la côte nord-est et de menacer plus de 100 millions d'Américains avec des accumulations importantes de neige, des rafales de vent et un froid glacial.

Cette tempête risque ainsi de perturber les plans de voyage de millions d'Américains ren-

trant chez eux au lendemain des vacances de fin d'année.

Ainsi, plus de 1.700 vols ont été annulés jeudi et près de 3.000 autres retardés dans la région en raison de la neige, notamment dans le Michigan, l'Illinois (centre-nord) et au New Jersey (nord-est).

La tempête de neige avançait jeudi vers la côte nord-est des Etats-Unis et menaçait notamment Boston et New York, deux régions métro-

politaines densément peuplées.

Des alertes au blizzard, vent du nord glacial accompagné de chutes de neige, ont été émises dans la région du Cape Cod (Massachusetts) et à Long Island, près de New York.

Le maire de Boston a déjà annoncé la fermeture de l'ensemble des écoles de la ville pour la journée de vendredi en raison des chutes importantes de neige attendues.

ESPIONNAGE Le New York Times appelle à la clémence pour le cas Snowden

Le quotidien américain *New York Times* a appelé dans sa livraison de jeudi, l'administration Obama à faire preuve de clémence vis-à-vis d'Edward Snowden, ancien consultant à l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA). Ce journal a estimé que les révélations de l'ancien consultant de la NSA sur les activités du renseignement américain avaient été bénéfiques pour le pays. "M. Snowden a peut-être commis un crime, mais il a rendu un grand service à son pays", a écrit son éditeur. "Etant donné la valeur énorme des informations qu'il a révélées, et les abus qu'il a mis au jour, M. Snowden mérite mieux qu'une vie d'exil, de peur et de fuite", a insisté le rédacteur de l'influent quotidien, soulignant que "le moment est venu pour les Etats-Unis d'offrir à M. Snowden un marché ou une forme de clémence, qui lui permettrait de revenir chez lui".

Le journal prône "une punition fortement allégée" pour l'ex-consultant de la NSA, "étant donné son rôle de lanceur d'alerte", a poursuivi le journal.

"Lorsque quelqu'un révèle que des responsables de l'Etat ont violé la loi de façon routinière et délibérée, cette personne ne devrait pas risquer la prison à vie à cause de ce même Etat", a insisté le *New York Times*. Les responsables américains, dont le président Barack Obama, ont refusé d'envisager toute forme de clémence pour M. Snowden et l'ont appelé à revenir aux Etats-Unis pour répondre des faits qui lui sont reprochés. Le 24 décembre, dans un entretien au *Washington Post* et une intervention télévisée, M. Snowden avait appelé les citoyens du monde entier à "mettre fin à la surveillance de masse" et estimé avoir "accompli" sa mission.

CHINE Un coup de grisou fait 3 morts dans une mine de charbon

Trois personnes ont été tuées hier à la suite d'un coup de grisou survenu dans une mine de charbon, dans la province du Hubei au centre de la Chine, a rapporté la presse locale. "Les trois victimes travaillaient sur terre quand l'explosion s'est produite vers 1h30 heure locale", ont déclaré les autorités locales, citées par Chine nouvelle. Les autorités ont annoncé qu'une enquête a été ouverte pour déterminer l'origine de l'incident.

APS

LA RÉUNION/CYCLONE BEJISA Huit blessés et plus de 100 000 foyers privés d'électricité



Huit personnes ont été blessées et plus de 100.000 foyers privés d'électricité dans l'île française de La Réunion (océan Indien) à l'arrivée du cyclone Bejisa qui a touché terre jeudi, ont indiqué les autorités locales. Selon Météo-France, le vent dépassait les 150 km/h en rafales surtout sur la façade Ouest et pouvait dépasser les 200 km/h sur les hauteurs. La mer est grosse sur les

côtes Ouest et Nord avec des risques de submersion. Les vagues devaient atteindre 10 mètres dans l'après-midi. Depuis jeudi matin, l'île a été placée en alerte rouge. Cela signifie que la population doit théoriquement rester calfeutrée chez elle.

La haute autorité de l'Etat avait déjà ordonné l'évacuation d'une dizaine de familles à L'Etang-Saint-Paul (ouest), la

cote d'alerte étant à cet endroit largement dépassée. Selon la météo, l'œil du cyclone Bejisa mesure environ 75 km de diamètre, soit approximativement la taille de l'île. Une amélioration était attendue hier. La Réunion, très régulièrement touchée par les cyclones, n'avait plus été frappée par un phénomène d'une telle intensité depuis 2002 et le passage du cyclone Dina.

CÔTE D'IVOIRE: Au moins 13 morts dans un accident de la route

Au moins treize personnes ont trouvé la mort dans un accident de la route impliquant un minibus transportant des pèlerins dans la région d'Oumé (centre-ouest de Côte d'Ivoire), ont rapporté hier les médias locaux.

Des pèlerins chrétiens, qui revenaient de la localité voisine de Divo où plusieurs autres étaient rassemblés pour une prière, ont trouvé la mort après que le véhicule qui les transportait eut chuté dans un ravin, selon la presse locale. En février 2013, un minibus transportant des fidèles chrétiens revenant d'un pèlerinage à Lakota (centre-ouest) avait chuté

dans un ravin dans la même zone d'Oumé et presque dans les mêmes circonstances, faisant cinq morts.

Selon les statistiques de l'Office national de sécurité routière (OSER), la Côte d'Ivoire enregistre chaque année 6.000 accidents de la route qui occasionnent 600 morts et plus de 13.000 blessés.

Face à la récurrence des accidents et l'ampleur des dégâts, le gouvernement ivoirien a annoncé des mesures "vigoureuses" dans les prochains jours pour instaurer une plus grande sécurité routière.

BANGLADESH 2 morts et 3 blessés dans l'explosion d'un camion dans le nord-ouest du pays

Au moins deux personnes ont été tuées et trois autres ont été blessées hier dans l'explosion d'une bombe dans un camion dans un district du nord-ouest du Bangladesh, troisième jour du blocus déclenché à l'échelle nationale par l'opposition, a indiqué une source policière. "Les corps calcinés du conducteur de camion et d'un vendeur d'oignons ont été récupérés du véhicule sinistré", a précisé cette source policière du district de Dinajpur, situé à quelque 338 km au nord-ouest de la capitale Dacca.

"Trois autres personnes ont également subi des blessures dans l'incident", a-t-elle ajouté. "Le camion chargé d'oignons, attaqué par des activistes pro-blocus, a fait une sortie de route et est tombé dans un ravin vers 01h30 heure

locale", a affirmé la même source.

Des cas isolés d'affrontements, d'incendies criminels, de vandalisme, d'explosions et de détention ont également été rapportés à Dacca et ailleurs dans le pays aux petites heures du matin, dans le cadre de la troisième journée du blocus qui avait débuté à l'issue du "Défilé pour la démocratie" de deux jours organisé par l'opposition pour revendiquer la tenue d'élections nationales sous la tutelle d'un gouvernement intérimaire non partisan, selon les médias locaux. L'alliance de l'opposition de Khaleda Zia avait auparavant imposé un blocus en phases d'une durée totale de 22 jours à partir du 26 novembre, soit après l'annonce par la Commission électorale de l'échéancier pour le 10e scrutin législatif.

BRÉSIL: 13 magistrats licenciés en 2013



Le nombre de plaintes contre des magistrats examiné par des juges d'instruction a doublé en 2013 par rapport à l'année précédente, entraînant le licenciement de 13 d'entre eux, selon un rapport du Conseil National de la Justice (CNJ) rendu public jeudi.

Un total de 24 plaintes a été déposé l'an dernier contre des magistrats accusés d'irrégularités dans l'exercice de leur fonction, contre 11 l'année précédente, pré-

cise le CNJ. Parmi les mesures disciplinaires prises en 2013, le Conseil National de la Justice a démis de ses fonctions le président de la Cour de l'Etat de Bahia, Mario Hirs, accusé de percevoir des pots-de-vin.

Depuis la création du CNJ en 2005, 64 magistrats ont été privés de leur travail, 44 ont été mis à la retraite anticipée et 11 autres se sont vu infliger différentes sanctions, selon la même source.

LES GRANDS TRANSFERTS DES HAUTES PLAINES SÉTIFIENNES

Pour que fleurisse à nouveau «Mohamed El Bachir»

Les grands transferts hydrauliques, initiés dans la wilaya de Sétif pour satisfaire les besoins en eau potable et apporter un surcroît de ressources pour l'irrigation, constituent l'opération structurante la plus prometteuse pour une région qui entend bien faire refleurir «Mohamed El Bachir».

«Mohamed El Bachir», ce blé dur de très haute qualité qui attirait comme des mouches, dès les premières années de l'occupation française en Algérie, de nombreux colons parmi lesquels François Audureau, délégué colon à Sétif de 1904 à 1920, minotier, fabriquant de pâtes alimentaires, l'un des plus gros céréaliculteurs de la région durant la période coloniale avec Salomon Lévy et Achille Sébe.

La wilaya de Sétif, connue pour son terroir noir particulièrement généreux, qui donna son nom à la capitale des Hautes plaines (le nom de Sétif provient du terme Azdîf, ou «terre noire» en berbère), peut légitimement aujourd'hui, grâce aux moyens colossaux mis en place par l'Etat pour réaliser les grands transferts, envisager de retrouver son statut de «grenier de l'Algérie».

Qualifié de projet du siècle au regard de son impact sur le devenir des Hautes plaines sétifiennes (plus de 40.000 hectares supplémentaires seront irrigués) et de son coût (plus de 160 milliards de dinars en comptant les raccordements de 34 communes sur les 60 de cette wilaya), ce mégaprojet, lancé en 2010, aura atteint, durant l'année qui s'achève, une phase décisive avec l'achèvement et la réception de deux nouveaux barrages, à Mahouane, tout près de Sétif, et à Draâ



Eddis, non loin d'El Eulma. Ce projet regroupe deux aménagements distincts. Le premier, dit «transfert Est», acheminera annuellement près de 190 millions de m³ depuis le barrage de Tabellout (Jijel) vers le nouvel ouvrage de Draâ Eddis (137 millions de m³), via 42 km de conduites, cinq stations de pompage et un tunnel de 13 km.

Le second aménagement, appelé «transfert ouest», déversera quelque 119 millions de m³ par an dans le nouveau barrage, également réceptionné, de Mahouane (7 km au Nord-ouest de Sétif), d'une capacité de retenue de 148 millions de m³, en provenance de l'ouvrage d'Ighil Emda (Béjaïa), à travers 22 km de conduites et trois stations de pompage.

Le système de transfert ouest (Ighil Emda-Mahouane) sera entièrement opérationnel «courant 2014», affirme le directeur de wilaya des Ressources en eau, M. Charef Menad, tandis que le second (Tabellout-Draâ Eddis) le sera au premier semestre de 2015.

Le retard accusé par ce dernier transfert est dû à un impondérable lié à un phénomène d'effondrement et de dégradation des voussours, causé par la nature du sol, survenu sur le point métrique (PM) 1.575, et qui a nécessité un

traitement de plus de quatre mois par le groupement d'entreprises franco-italien (Ravel et CMC Ravena) chargé de la réalisation du tunnel.

En termes d'impact, ces grands transferts qui achemineront annuellement plus de 320 millions de m³, permettront, outre l'alimentation en eau potable de 34 communes où vivent 80 % de la population de la wilaya, d'irriguer 20.000 hectares dans la région d'El Eulma, connue pour les terres particulièrement fécondes de Bazer-Sakra, et 16.000 hectares du périmètre des Hautes plaines sétifiennes.

Cet acquis considérable constitué, en plus des deux nouveaux barrages, d'un important système de conduites et de tunnels, de galeries, de canaux de liaison et de stations de pompage, permettra, au plan agricole, de quintupler la production agricole dans la wilaya de Sétif, tout en réduisant la jachère, et d'augmenter la production nationale de l'ordre de 20 %.

De plus, ce qui ne gâte rien, 100.000 postes de travail dans l'agriculture seront créés dans le sillage de ce projet qui donnera une nouvelle vie, les Sétifiens en restent convaincus, à Mohamed El Bachir.

BOUMERDÈS

Nouvelles perspectives de développement urbain pour la commune de Thénia



La commune de Thénia (sud de Boumerdès) vient de bénéficier d'une seconde révision de son Plan directeur d'aménagement urbain (PDAU) lui ouvrant de nouvelles perspectives de développement pour la prise en charge des besoins croissants de sa population.

Selon le bureau d'études concepteur, cet outil d'urbanisme, adopté dernièrement par l'Assemblée populaire de la wilaya (APW), et dont les perspectives s'étendent jusqu'en 2025, vise à «déterminer les mécanismes et moyens à même de permettre la valorisation des capacités de cette commune, en vue du lancement de plans de développement répondant aux besoins sans cesse croissants des habitants, tout en préservant ses terres agricoles».

La nécessité de cet outil est, en outre, imposée par «la position du carrefour de Thénia, dont notamment la ligne ferroviaire qui relie de nombreuses wilayas au Centre et à l'Est du pays».

Cette localité de 25.000 âmes est traversée également par un important réseau électrique, par le réseau national de gaz naturel et par la canalisation du transfert des eaux en provenance du barrage de Taksebt (Tizi-Ouzou). Tous ces atouts ont fait que les concepteurs de ce PDAU ont préconisé l'utilisation d'une surface d'au moins 80 ha pour les besoins de l'extension urbanistique, en plus de l'implantation de divers programmes de développement demeurés en suspens pour cause de manque de foncier.

Le même plan recommande aussi d'aménager des espaces verts et de pallier au problème de manque d'équipements publics, par la programmation de nouveaux projets de développement.

Dans son rapport lu à l'occasion, la Commission d'aménagement urbain et d'équipement de l'APW a, pour sa part, recommandé la nécessité d'améliorer le «visage peu avenant» du centre-ville, en le «débarrassant des scories et séquelles du séisme du 21 mai 2013, en vue de sa restructuration ultérieure».

L'exploitation des poches résiduelles de l'ancien PDAU, la préservation des terres agricoles et l'éradication de l'habitat précaire sont les autres recommandations émises par ce nouveau PDAU.

JIJEL

Randonnée pédestre dans la région montagneuse de Texenna

Une douzaine d'associations activant dans divers secteurs ont pris part mercredi 1^{er} janvier, à une randonnée pédestre dans la région montagneuse de Texenna sur les hauteurs de Jijel.

Initiée par l'association «Essafir» pour les voyages, la randonnée a notamment permis à une cinquantaine de jeunes (garçons et filles) de découvrir quelques sites des plus pittoresques de la région de Texenna, à l'image de «Rekba Oum Essehabet», distante de 6 km du chef-lieu de commune.

Les randonneurs ont notamment reçu des explications sur l'histoire de la localité de Texenna, sur ses potentialités touristiques et les vestiges anciens que recèle son sous-sol, a indiqué à l'APS, Bilal Boudjadar, président de l'association. Les participants à la virée en haute montagne ont mis à profit leur présence pour rencontrer les popula-



tions locales qui leur ont offert un repas typiquement traditionnel, de la galette d'orge, de l'huile d'olive, du petit-lait.

«La randonnée a été une réussite pour ce premier jour du nouvel an 2014», a encore affirmé le responsable de l'association qui a programmé une autre sortie de découverte le 21 mars prochain au lieu-dit «El Ma Bared» dans le massif forestier de Guerrouch qui fait partie du parc national de Taza.

Ce «bol d'oxygène» dans cette contrée perchée à plus de 900 mètres d'altitude, fut ainsi une excursion qui a également permis aux jeunes de participer à la promotion du tourisme local de découverte dans une région qui présente de multiples atouts qui méritent une promotion soutenue pour attirer toujours plus de visiteurs, a noté le même sociétaire.

BÉJAÏA

Consignation du terminal à pétrole du port

Le terminal à hydrocarbures du port de Béjaïa, siège récemment d'une fuite, a été placé sous consignation, en attendant le résultat des expertises, diligentées pour en déterminer les causes, a indiqué jeudi à l'APS le directeur général de l'entreprise portuaire de Béjaïa, M. Djelloul Achour. «Le chargement des navires n'est pas pour autant arrêté», a-t-il tenu à préciser indiquant que cette prestation est assurée, à titre temporaire, à partir du sea-line, une bouée de chargement se trouvant en rade, et destinée habituellement à avitailler les tankers de plus de 150.000

tonnes. La fuite a été déplorée le 29 décembre dernier au niveau d'une lyre de chargement, (un raccord entre les installations du port et le bateau). Elle s'était matérialisée par la formation au niveau du plan d'eau d'une nappe d'hydrocarbures de 1.000 m², d'un volume de l'ordre de 5 m³, a-t-on expliqué. Immédiatement après sa découverte, intervenue à la fin du chargement d'un navire, le «Benbatuta», battant pavillon maltais, il a été procédé à l'interruption de l'opération, la mise en place d'un barrage flottant, le confinement de la nappe et son pompage,

ainsi que la mise en rade du bateau, a-t-il encore ajouté.

«Ni les infrastructures, ni les installations, ni leur maintenance ne sont en cause», a observé, M. Achour, qui en a attribué, a priori, les raisons, à une «dilatation de la lyre». Des experts du laboratoire des Etudes maritimes (LEM) et de la compagnie «Sonatrach» sont à pied d'œuvre pour en déterminer les causes exactes, a-t-il encore indiqué, soulignant que la levée de la consignation du terminal interviendra, «dès la fin des investigations qui ne saurait dépasser quelques jours».

APS

Le jeûne peut-il aider à soigner le cancer ?

Et si le jeûne pouvait traiter des maladies ? Depuis la diffusion d'une enquête sur la chaîne Arte, la question fait débat. Les médecins restent prudents... mais certains résultats sont troublants.

Que sait-on de l'effet du jeûne sur le cancer ?

Si cette thérapie millénaire refait surface, c'est principalement sous l'impulsion des travaux de Valter Longo, gériatologue et professeur de biologie à l'université de Californie du Sud. En février 2012, ce scientifique a publié une étude (dans la revue *"Science Translational Medicine"*) évaluant l'action du jeûne sur des tumeurs cancéreuses inoculées à des souris. Ses résultats sont plutôt impressionnants : deux cycles de jeûne de 48 à 60 heures ont retardé la croissance de certaines cellules cancéreuses (mélanome, cancer du sein et gliome, une tumeur au cerveau) aussi efficacement que la chimiothérapie.

Mieux, dans tous les cas, le fait d'associer la diète aux médicaments accroît nettement l'efficacité de chaque traitement, augmentant la survie globale des souris et leur survie sans progression de la maladie. Cerise sur le gâteau : dans une autre étude publiée dans la revue américaine *"Aging"*, dix patients ayant associé jeûne et chimiothérapie ont déclaré qu'ils se sentaient moins fatigués et ressentaient moins d'effets secondaires.

Qu'en pensent les oncologues ?

La communauté scientifique reste prudente. Le jeûne permet peut-être de favoriser la guérison chez l'animal, mais un test sur des souris est loin de garantir une application à l'homme. En outre, les médecins ont plutôt appris à considérer la perte de poids qui accompagne souvent le cancer comme une menace. On leur a enseigné qu'il fallait, à l'inverse, lutter contre la dénutrition, qui risquait d'affaiblir les patients face à la maladie et de rendre les chimiothérapies encore plus toxiques.

Préconiser le jeûne va à l'encontre de cette logique et leur semble donc, jusqu'à plus amples preuves, une recommandation dangereuse. Évidemment, rares sont les médecins qui ont pris connaissance des nombreux travaux déjà effectués sur le jeûne. Le Dr Laurent Zelek, oncologue, est moins catégorique : « En l'état actuel des connaissances, je ne m'amuserais pas à conseiller une restriction calorique à un malade, mais la majorité de mes patientes commence une chimiothérapie après l'opé-

ration d'un cancer du sein et une sur deux se plaint de prise de poids après le traitement. Sans compter que, durant les deux ou trois jours entourant la chimiothérapie, peu de malades ont très envie de manger. »

Existe-t-il une explication scientifique ?

Comprendre les mécanismes biologiques en jeu pourrait aider à convaincre les médecins. On s'est donc demandé pourquoi le jeûne combiné à la chimiothérapie rendrait les cellules cancéreuses plus sensibles aux traitements. Valter Longo a une explication. « Face à la privation de nourriture, les cellules normales possèdent de remarquables mécanismes d'adaptation, une sorte de réflexe hérité des années d'évolution, afin de permettre aux animaux et aux hommes de survivre en cas de disette. L'énergie disponible étant moins importante, les cellules ralentissent leur métabolisme pour limiter leur activité à l'essentiel et se préserver. Ce qui les protège mieux contre l'effet du médicament. La cellule cancéreuse, ayant muté, ne possède plus cette mémoire. Pour croître et se multiplier sans contrôle, elle a un besoin avide d'énergie : elle consomme dix-huit fois plus de glucose qu'une cellule normale ! Aussi, la restriction calorique la place dans une situation de stress intense qui la rend plus vulnérable à la chimiothérapie. »

Autre piste évoquée par les chercheurs : la mise au repos de l'intestin, qui abrite 80 % de notre système immunitaire, pourrait augmenter nos défenses. Le jeûne modifie aussi l'expression de certains gènes qui régulent les récepteurs d'hormones, ce qui abaisse notamment le taux des facteurs de croissance IGF-1, favorisant le développement des cancers.

D'autres études sont-elles en cours ?

Observer que les animaux, eux aussi, cessent de se nourrir lorsqu'ils sont malades ne suffit pas. Seule la validation d'essais cliniques à grande échelle pourrait convaincre les plus réticents. Quatre hôpitaux ont déjà réalisé des essais visant à vérifier la sécurité d'un jeûne court (deux jours avant une chimiothérapie et un jour après) auprès d'un petit nombre de patients



: le Norris Cancer Center de Los Angeles, la Mayo Clinic dans le Minnesota (États-Unis), l'hôpital universitaire de Leiden (Pays-Bas) et l'hôpital universitaire de Gênes (Italie). D'autres études sont en cours avec des durées de jeûne un peu plus longues ou sur plus de patients.

Le service du Dr Zelek devait représenter la France dans un essai international incluant douze centres hospitaliers. « L'idée était de soumettre certains patients (un groupe atteint d'un cancer débutant, un autre plus avancé) à une grosse restriction calorique et de comparer avec des malades se nourrissant normalement. Mais, en l'absence de financement, nous avons dû abandonner. Résultat : quand des patients me disent qu'ils comptent essayer le jeûne et me demandent mon avis, je ne sais pas trop quoi leur dire, faute de base scientifique suffisante. Je leur réponds que ce n'est probablement pas nocif et moins périlleux que la prise de compléments alimentaires. » Une réponse plus précise nous parviendra

peut-être bientôt de l'étranger...

Les bénéfices du jeûne sur d'autres maladies

La restriction alimentaire est une thérapie reconnue en Russie, où elle est étudiée depuis près d'un demi-siècle. Même chose en Allemagne, où elle est remboursée et proposée dans de nombreux centres : à l'hôpital Immanuel, à Berlin, et dans une dizaine d'établissements publics.

Fin juin 2013, le Congrès du jeûne thérapeutique a réuni des experts du monde entier, à la Fondation Maria-Buchinger, au bord du lac de Constance. À cette occasion, le Dr Andreas Michalsen, de l'hôpital de la Charité (Berlin), a estimé que jeûner était efficace dans la polyarthrite, l'arthrose et la fibromyalgie. Avec des résultats supérieurs aux médicaments dans l'hypertension, le diabète et l'infarctus. Et il améliore aussi l'humeur.

Cancer du sein : les Belges sont les plus touchées

Les femmes belges sont les plus frappées par le cancer du sein dans le monde, selon des statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La pollution atmosphérique est montrée du doigt comme l'un des responsables de cette situation. Le pic du cancer du sein est atteint en Belgique, s'alarme ce mardi le quotidien belge *De Morgen* qui reprend les chiffres de l'OMS. En 2012, les médecins belges ont découvert une tumeur chez 188 femmes belges sur 100 000.

Au total, 10 337 femmes ont été diagnostiquées avec un cancer du sein et 2 523 femmes sont décédées de la maladie. Cette situation ne devrait pas s'améliorer dans les prochaines années. L'OMS table sur 10 780 femmes belges atteintes du cancer du sein pour 2015, et 2 634 décès. Ces

chiffres inquiétants sont difficilement explicables. Plusieurs facteurs peuvent en être à l'origine comme des facteurs héréditaires et environnementaux. « Dans 15 à 25% des cas, il s'agit de cancers du sein héréditaires. Pour le reste, nous n'en connaissons pas la cause », constate Jacques De Grève, cancérologue à l'Universitair Ziekenhuis de Bruxelles, cité par RTL Belgique.

Parmi les facteurs de risque de cancer du sein liés au mode de vie, plusieurs études ont pointé les dangers de l'alcool, la consommation excessive d'acides gras trans (présents en nombre dans les plats industriels), mais aussi le manque d'exercice physique. La pollution automobile est également citée parmi les principaux coupables de l'augmentation du cancer du sein dans les pays occidentaux.

C'est justement cette pollution atmosphérique et en particulier le diesel qui inquiète les experts dans le cas de la Belgique : « Il est irresponsable qu'un produit nuisible comme le diesel soit meilleur marché que l'essence », s'indigne le gynécologue Hendrik Cammu de la Vrije Universiteit à Bruxelles. Les gaz d'échappement des moteurs diesel sont classés comme particules cancérogènes par l'OMS.

En 2012, le Centre international de recherche sur le cancer a établi que l'exposition aux fumées de diesel augmente les risques de cancers du poumon. Elle favorise également la survenue de cancer de la vessie. La Belgique n'est pas la seule menacée par ces émanations de diesel. En France, le diesel est l'agent cancérogène auquel on est le plus fréquemment exposé.

Migraine de l'enfant : la thérapie serait une arme efficace

Afin de limiter l'abus d'antidouleurs, les chercheurs travaillent sur des voies non-médicamenteuses pour soigner la migraine chronique de l'enfant. D'après une nouvelle étude, des séances de thérapie cognitivo-comportementale limiteraient le nombre d'épisodes quotidiens de maux de tête.

Si environ 12 % des jeunes adultes, avec une large prédominance féminine, sont concernés par la migraine, les enfants sont également touchés : environ 5 % d'entre eux en souffriraient et l'incidence de la maladie augmente après la puberté, explique l'Institut national de la santé (Inserm). Très douloureux, les épisodes migraineux entraînent souvent une prise de médicaments qui finit par entraîner une accoutumance et des migraines résistant à tout traitement. Pour cette raison, la recherche médicale est particulièrement intéressée par des thérapies non médicamenteuses.

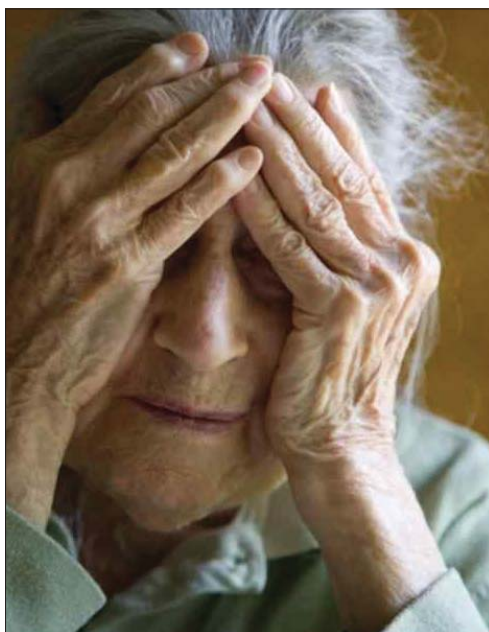
Dans une étude parue le 25 décembre sur le site du *Journal of the American Medical Association*, des scientifiques du centre de la migraine de l'hôpital de Cincinnati, aux États-Unis, ont soumis 135 migraineux chroniques, âgés de 10 à 17 ans, au même traitement médicamenteux. Alors que certains ont pris part à des sessions d'éducation à la migraine, d'autres ont participé à des séances de thérapie cognitivo-comportementale. D'après les résultats de l'étude, les enfants ayant suivi des séances de thérapie ont montré de meilleurs résultats.

Un suivi difficile et non remboursé. Les épisodes quotidiens de maux de tête par moins a baissé de 11,5 chez l'ensemble du groupe contre 6,8 pour ceux qui n'ont reçu qu'une simple éducation à la migraine. "La thérapie comportementale présente un intérêt réel contre les maux de têtes chroniques car il est démontré scientifiquement que l'appréhension de la crise, qui fait que l'on se concentre sur la douleur, en amplifie l'intensité", explique au *Figaro* le docteur Luigi Titomanlio, pédiatre et neurologue à l'hôpital Robert-Debré de Paris. "Sans oublier qu'elle prévient l'abus de médicament antalgiques." Seul bémol, rappelle *Le Figaro*, ce type de thérapie n'est pas remboursé. Les premières séances débutent généralement à l'hôpital, où elles ne sont pas à la charge de la famille, et le suivi se poursuit en dehors de l'établissement. "Mais peu de spécialistes de la migraine de l'enfant existent en ville et les délais d'attente à l'hôpital ou dans les centres de la migraine peuvent être très longs", conclut le journal.

ALZHEIMER

La vitamine E pourrait ralentir la maladie

Une supplémentation en vitamine E pourrait aider à retarder le développement de la maladie d'Alzheimer chez les personnes atteintes d'une forme légère à modérée de cette pathologie.



Et si la vitamine E était la clé pour garder son autonomie plus longtemps quand on souffre de la maladie d'Alzheimer ?

L'expérience réalisée par des chercheurs américains du Minneapolis VA Health Care System apporte une piste supplémentaire à explorer pour retarder cette maladie neurodégénérative.

Les scientifiques ont voulu évaluer l'impact que peuvent avoir la vitamine E, la mémanatine (déjà utilisée dans le traitement des formes modérées à sévères de la démence) et aussi ces deux substances combinées, sur la progression de la maladie d'Alzheimer. L'essai mené sur 313 patients s'est avéré concluant pour la vitamine E.

Après un suivi de plus de deux ans, l'équipe de scientifiques dirigée par Maurice Dysken s'est aperçue que seule la vitamine E a permis de ralentir le développement de la maladie.

La vitamine E est réputée pour son action antioxydante qui protège les cellules des radicaux libres. On la trouve principale-

ment dans les matières grasses végétales (huiles et margarine, graines de tournesol, amandes, noisettes et autres fruits à coques, céréales de son, arachides, avocat).

Un gain de six mois

Le déclin fonctionnel des patients atteints d'une forme modérée de la maladie d'Alzheimer a été freiné de six mois, soit une baisse de 19% par an. Cette différence entre les patients ayant pris de la vitamine E et les autres équivalait à la capacité à s'habiller ou se laver seul, estime l'étude. Autrement dit, le malade resterait autonome un peu plus longtemps. Le malade nécessiterait alors moins d'accompagnement par un aidant (2 heures en moins par jour).

"Ce n'est pas un miracle, ou même une cure, a précisé le Dr Maurice Dysken, auteur de l'étude, publiée dans la revue scientifique *Journal of the American Medical Association* (JAMA). Le mieux que l'on puisse faire, en ce moment, c'est de ralentir la progression".

LA NUIT BLANCHE CAUSE DU TORT À NOTRE CERVEAU

Voilà une étude qui devrait nous faire regretter d'avoir fait la fête toute la nuit. Le manque de sommeil déteint sur les neurones, accélérant leur dégénérescence, selon des chercheurs suédois de l'université d'Uppsala.

Couché à 7h du matin le 1^{er} janvier, vous accusez un sérieux déficit de sommeil. La fatigue se lit sur votre visage cerné, qui se souvient des excès du Réveillon. Ce dont on se doute moins, c'est que le cerveau aussi pâtit de ce manque de repos. L'Université d'Uppsala (Suède) sort une étude sur les méfaits de la nuit blanche au niveau cérébral. Les chercheurs ont analysé le sang de quinze jeunes hommes en bonne santé dont certains venaient de dormir huit heures, d'autres de faire une nuit blanche.

Les résultats, à paraître dans la revue scientifique *Sleep*, donnent sérieusement envie de nous remettre au lit. Ils montrent en effet que chez les volontaires en manque de sommeil, la concentration de deux molé-

cules du cerveau, l'énolase, liée aux neurones, et la protéine S-100 B, a augmenté de 20%. "Le nombre de ces molécules du cerveau augmente habituellement dans le sang à l'occasion des lésions cérébrales", traduit dans un communiqué repris par l'AFP le coordinateur de l'étude, Christian Benedict. Autrement dit, "un manque de sommeil peut favoriser les processus de neurodégénérescence".

A contrario, une bonne nuit de sommeil "pourrait être d'une importance critique pour le maintien de la santé du cerveau".

Les bienfaits confirmés d'un bon sommeil

Ces conclusions n'ont rien de surprenant puisqu'elles accréditent les apports de littérature scientifique sur l'importance du sommeil sur le cerveau. On sait depuis récemment que le cerveau est une machine formidable qui assure le nettoyage de toutes les toxines et déchets accumulés dans les cellules cérébrales. Il assure également une fonction de réparation de cellules essentielles pour le bon



fonctionnement de notre système nerveux. Enfin, des chercheurs américains ont récemment suggéré que le fonc-

tionnement cérébral des insomniaques n'était pas optimisé et donc plus sujet aux troubles de la mémoire.

La grève générale des 8 jours 28 janvier - 4 février 1957

Par Amar Belkhodja (*)

« Les commerçants algériens, en tout cas, sont décidés à faire face au chantage et aux menaces, à la violence et à l'hystérie colonialiste avec la même détermination. Ils se joindront à leurs compatriotes, à l'ensemble de leur peuple pour observer, durant ces huit jours la grève de protestation contre la politique de guerre et d'extermination que mène la France dans notre pays, pour réclamer l'intervention des Nations unies en vue d'un retour à la paix en Algérie, dans le cadre de l'Indépendance du peuple algérien »

« Un grand nombre des nôtres emplissent les prisons et les camps de concentration. (1) Les commerçants, cible facile pour les forces de l'arbitraire n'ont jamais été épargnés. C'est une nouvelle épreuve que leur promet le général Massu ; ils sauront y répondre par la volonté et la foi qui brisent les tyrannies les plus aveugles ».

(1) En moins d'une année, quatre secrétaires nationaux de l'UGCA furent écroués dans les camps de concentrations. (Note de l'auteur).

(...) Quelle que soit la fureur que mettra le général Massu à poursuivre les paisibles populations au cours de ces huit jours de solidarité nationale, quels que soient les excès de la police et de l'armée française, les commerçants algériens, de même que tous leurs frères démontrent la face du monde leurs inébranlable volonté de faire échec aux forces du mal, de triompher des manœuvres d'extermination dont certains clans nourrissent l'espoir ». (*Résistance algérienne* n° 20 - Edition B - du 1er au 10 février)

Le règne de la terreur et les visées de ruiner les commerçants en appelant les charognards à dépecer les proies n'ont pas eu prise sur la corporation présente plus que jamais sur le terrain de la désobéissance, de la contestation et de la résistance. Aux premières heures de la matinée du premier jour de grève, à Alger, c'est d'abord au moyen des hauts parleurs que les autorités militaires appellent les commerçants à ouvrir leurs boutiques. L'ultimatum est fixé pour huit heures trente. Après quoi « les haches et les maillets » passent à l'attaque. « Lacoste et ses généraux se préparaient à gagner des victoires. N'ayant pu remporter celles-ci sur les champs de bataille, ils ont voulu les remporter sur les magasins des pauvres et sur les boutiques fermées ». (El Amal du 29 janvier 1957 - Cité par *Résistance algérienne* n° 20 du 1er au 10 février 1957).

Les parachutistes de Massu sont sur le pied de guerre. Dès les premières de la matinée du 28 janvier, ils lancent leurs assauts contre les devantures closes. Le spectacle est affligeant, digne de l'époque de Huns et des Vikings qui déciment tout sur leur passage. L'armée française est équipée d'instruments appropriés en de telles circonstances : des crochets et treuils sont accrochés aux jeeps, half-track, tank à chenillettes et tracteurs, éventrant et arrachant les rideaux et devantures des fonds de commerce (magasins et cafés) ; parachutistes qui quittent momentanément les salles de tortures, vont mettre à l'épreuve leurs muscles pour « terrasser » les rideaux les plus coriaces. Ils achèvent la besogne en utilisant les barres de fer, des haches et des poinçons. Triste polyvalence des régiments qui ont renoncé à la guerre dans les djebels.

C'est une véritable atmosphère de guerre que connaît la capitale. Une guerre contre une grève non violente, pacifique. « Des soldats armés sont postés sur toutes les terrasses ; les hélicoptères rasant les toits des immeubles, les patrouilles incessantes fouillent et contrôlent l'identité de chaque passant, les tanks tiennent des carrefours. La Casbah est inondée de tracts appelant les « Français-musulmans » à faire confiance aux forces de l'ordre ». (*Résistance algérienne* n° 20 - Edition B du 1er au 10 février 1957).

D'autres tracts - apocryphes - imputés



au FLN circulent. Pour faire peur à la communauté européenne, les services psychologiques de l'armée française tentent de faire croire que le FLN à une « insurrection générale » qui constitue évidemment une grave menace à l'intégrité physique de l'élément européen. D'autres tracts - apocryphes attribués au FLN - contenaient ordres et des contre-ordres, des contradictions agencées de telle manière à saper le moral de la population algérienne et à semer le doute et la confusion dans les esprits.

Les commerçants tunisiens ne sont pas épargnés de la fureur. A Annaba et Constantine, leurs magasins sont dévastés. Dans la région de Tébessa, après la mise à sac d'une boutique d'un marchand de beignets, les soldats français obligent l'employé à allumer le feu et y poser une poêle à frire. Dès l'instant où l'huile commença à chauffer on plongea les mains du pauvre tunisien dans la poêle en lui rappelant « qu'ici, c'est la France qui commande, ce n'est pas Bourguiba ».

Déjà en 1956, le préfet d'Oran avait sanctionné des commerçants marocains qui avaient exprimé leur solidarité avec le peuple algérien en s'associant à la grève du 1^{er} novembre 1956. Pendant la grève des huit jours, la répression s'étale dans tous les espaces du pays. Les autorités françaises frappent fort et dur les grévistes algériens et les punir ainsi pour leur défi. A Annaba, les boulangers sont carrément placés en résidence sur veillée. A Sidi Bel-Abbès, 125 employés et commerçants sont mis sous mandat de dépôt. Des condamnations sont prononcées à raison de 3 à 6 mois de prison pour chaque gréviste, peines assorties de fortes amendes.

Mais on ne pouvait mettre tous les commerçants en prison. IL n'y aurait pas de place pour tout le monde. Cependant pour Massu, il faut punir les « rescapés » autrement. Il faut les soumettre et les humilier à l'extrême. Alors le tortionnaire en chef fit placarder un peu partout dans les quartiers d'Alger un communiqué-menace - un de plus - de ne pas rouvrir les fonds de commerce sans ordre et sous condition de repentance de leurs propriétaires. Ainsi les grévistes qui auraient échappé aux « mesures d'urgence et d'exception » en signe d'avertissement, furent invités - menacés, c'est plus juste - de signer une déclaration par laquelle ils avoueraient leur regret d'avoir observé la grève et, en même temps, ils dénonceraient leur solidarité avec le FLN.

L'opération « musclée » consistait à éventrer tous les magasins, visant à faire échec au mot d'ordre du FLN. Jusqu'au 2 février - la fin de la grève était fixée au 4 février - les soldats éventreurs étaient encore à l'œuvre, notamment à Bologhine. Il ne suffisait pas à l'armée de forcer les rideaux. Il fallait saccager ce que l'on trouvait à portée de main. Dans les cafés les tables, les glaces et les chaises étaient brisées. Les étalages de marchands de légumes renversés, les fours des boulangers détériorés, les vitrines brisées et les denrées jetées par terre, pêle-mêle.

« C'est ainsi que même après le défoncement de leurs boutiques et la mise à sac d'une partie de leurs biens dès le premier jour, les commerçants restent invisibles dans leurs grande majorité. Bien de détails rendent compte de l'ampleur du mouvement non seulement durant les deux premières journées, mais après, à la suite de l'intervention des militaires. En dépit des sacrifices exigés par l'observation de la grève, les déshérités et parmi eux les ciréurs n'ont pas été dans les ruelles restées elles mêmes vides jusqu'à la démonstration des militaires à l'extérieur et à l'intérieur des foyers ». (Djilali Sari - *Huit jours de la bataille d'Alger* - P. 73 - ENAG - Alger - 2010

Après l'armée, les pillards

Massu, la veille de la grève avaient impérativement menacé les commerçants qu'une fois leurs boutiques défoncées, la sécurité de leurs marchandises n'était plus garantie. Implicitement, le chef des parachutistes invitait la population européenne (population française d'Algérie) à se servir librement, c'est-à-dire se livrer au pillage organisé, dans l'impunité la plus scandaleuse.

(1) Opération qui consistait d'attaquer par surprise les douars, les investir par la terreur et la brutalité puis les dépouiller de leurs biens. Le butin était partagé entre les soldats dévastateurs et leurs chefs.

Nous avions après que, lors des premières années de conquête, les officiers supérieurs de l'armée française, après chaque razzia (1), pillaient les populations algériennes et partageaient argent et bijou avec leurs soldats, devenus, somme toute, les uns comme les autres, des pillards en puissance. « Les Européens d'Algérie ne sont pas d'occasionnels pillards mais d'ataviques pillards » (*Résistance algérienne* n° 20 - Edition B). Les bérêts

rouges (des travailleurs français en uniforme) après avoir accompli « scrupuleusement » la sale besogne, abandonnent les magasins, portes béantes et défoncées, aux pillards qui arrivent pour dérober les biens d'autrui, les biens de propriétaires absents et que Massu s'est juré de punir parce qu'ils ont répondu massivement au mot d'ordre de grève générale du FLN. On embarque tout : des morceaux de savon, des boîtes de conserves, des réfrigérateurs, des tapis, des machines à laver. Rien n'est épargné : les bureaux de tabac, les bijouteries. Les détrousseurs des magasins abandonnés ramènent caisses, cagots et même des véhicules pour charger le produit de la razzia du XX^e siècle.

Même les nantis sont de la partie par esprit de cupidité. « Rien n'est plus impressionnant dans cette ville (Alger) frappée de stupeur que la vision des boutiques ouvertes de force et abandonnées au bon plaisir des passants ». (*Le Monde* du 29 janvier 1957 - Cité par *Résistance algérienne* n° 20). De bonnes âmes ? Il y en avait très peu pour réprocher les abus. Néanmoins à Constantine, des pères blancs sont indignés par le comportement de certains de leurs ouailles du dimanche. Ils empêchent le pillage en se postant devant les magasins défoncés. L'archevêque d'Alger, Mgr Duval, le mal aimé des pieds-noirs, s'est soulevé contre le brigandage organisé et toléré par la plus haute autorité. Il appela à la restitution des biens, tellement les choses avaient atteint un seuil alarmant. Quelques légères condamnations avec sursis de quelques détrousseurs n'avaient pas suffi à circonscrire le scandale. L'honneur était loin d'être sauvé. La grève générale observée par les ouvriers et fonctionnaires de différents secteurs relevait de la « compétence » de l'UGTA qui va jouer un rôle éminent actif dans l'organisation et la mobilisation des travailleurs. Dans ce domaine qui n'est aussi « voyant » comme celui des fonds de commerce qui sont mis à sac, l'armée française offre de spectacles tragiques. Car comment obliger des milliers de travailleurs à rejoindre leurs emplois. C'est ce que l'armée française va tenter en vue de briser la grève par des moyens qui frisent parfois le ridicule malgré toutes les brutalités auxquelles sont soumis les travailleurs en grève. D'abord, on met en mouvement le scénario classique : des voitures-radio parcourent les rues des quartiers « arabes » d'où l'on vocifère des appels à « la raison », pour inciter les ouvriers des différentes corporations à rejoindre leurs postes de travail. Ces moyens laissent les Algériens indifférents. Mais en réalité la « reprise du travail » doit se faire dans la brutalité et la violence. Tôt le matin, des camions militaires sont stationnés au niveau des principaux carrefours des quartiers musulmans de la ville d'Alger et plus particulièrement aux alentours de La Casbah, principal réservoir de la main-d'œuvre algérienne. La besogne ne va pas être de tout repos. L'opération se transforme carrement raffles. Les hommes sont enlevés de leurs domiciles sous la menace de la mitrailleuse puis embarqués dans les véhicules qui font la tournée vers les lieux de travail.

A. B.
(*) Journaliste-auteur

À SUIVRE...

Soudan du Sud

Début des pourparlers de paix à Addis-Abeba

Les représentants du gouvernement du Sud Soudan et de l'opposition ont entamé hier à Addis-Abeba leurs pourparlers dans la perspective de conclure un accord de cessez-le-feu permettant de mettre fin aux combats qui affectent le pays depuis trois semaines.

L'Autorité intergouvernementale pour le développement en Afrique de l'Est (IGAD), qui supervise ces négociations, a tenu jeudi soir des réunions séparées avec les délégations représentant respectivement le président Salva Kiir et son rival l'ex-vice-président, Riek Machar, selon les médias locaux.

Des pourparlers directs débuteraient au plus tôt aujourd'hui samedi,



ajoute-t-on. Le Soudan du Sud est déchiré depuis le 15 décembre par d'intenses combats alimentés par une rivalité entre Salva Kiir et Riek Machar, limogé de son poste de vice-président

en juillet. Le premier accusant le second de tentative de coup d'Etat ce que Riek Machar a nié, reprochant à son accusateur, Salva Kiir de chercher à éliminer ses rivaux.

CÔTE D'IVOIRE

Retour d'une vague de 120 Ivoiriens fuyant la guerre en Centrafrique

Quelque 120 Ivoiriens fuyant la guerre en Centrafrique ont été évacués jeudi soir vers la Côte d'Ivoire, a annoncé un officiel. Selon le directeur général, des Ivoiriens de l'extérieur au ministère ivoirien de l'Intégration africaine Issiaka Konaté, il s'agit d'une deuxième vague attendue jeudi soir, après l'évacuation lundi d'une première vague de 135 ressortissants.

"Nous sommes en train de prendre toutes les dispositions pour porter assistance à nos compatriotes en difficulté", a assuré M. Konaté. Face à la détérioration du climat sécuritaire et à la persistance de la violence en République centrafricaine, les autorités ivoiriennes ont affrété un vol spécial qui devrait ramener les Ivoiriens à l'aéroport d'Abidjan où ils seront accueillis par leurs familles et des autorités.

De nombreux civils sont "coincés en Centrafrique dans des affronte-



ments entre combattants de l'ancienne coalition rebelle "Séléka" et les forces d'autodéfense de Bangui, notamment la milice "Anti-Balaka".

Des violences meurtrières liées aux représailles entre groupes à majorité musulmane et groupes à majorité chrétiens font également rage.

Selon la Croix-Rouge, les tueries intercommunautaires ont fait un millier de morts dans la capitale centrafricaine depuis le 5 décembre, date du début de l'intervention française à travers l'opération "Sangaris". Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'est déclaré "alarmé" face à la détérioration de la sécurité dans le pays et s'est dit "préoccupé" sur la sécurité des civils pris au piège dans la crise centrafricaine. Deux Ivoiriens ont trouvé la mort dans les violences qui ont secoué Bangui, capitale centrafricaine, rappelle-t-on.

SOMALIE

L'Espagne condamne les attentats terroristes de Mogadiscio

L'Espagne a condamné les attentats terroristes perpétrés mercredi à Mogadiscio faisant une douzaine de morts et revendiqués par le mouvement "Al Shabab".

"Le gouvernement d'Espagne transmet ses plus sincères condoléances aux familles des victimes et au peuple et aux autorités somaliens", souligne jeudi un communiqué du ministère espagnol des Affaires étrangères et de la coopération.

L'Espagne exprime, en outre, "son

soutien au gouvernement somalien dans sa lutte contre le terrorisme qui a causé tant de souffrances dans le pays", ajoute le communiqué.

"Les attentats d'hier, ainsi que ceux qui ont eu lieu au cours des dernières semaines, sont une démonstration de l'extrémisme irrationnel auquel il faut faire face", note la même source soulignant que "l'Espagne se tient aux côtés de la Somalie dans ses efforts pour rétablir la stabilité et réaliser le développement".



KENYA

La directrice générale du FMI effectuera demain une visite au pays

Le Fonds monétaire international (FMI) a indiqué jeudi que sa directrice générale Christine Lagarde devait se rendre en visite au Kenya du 5 au 8 janvier et y rencontrer les décideurs politiques et dirigeants du secteur privé.

"Je suis très impatiente de ma visite afin de mettre en évidence le fort partenariat du Fonds avec le Kenya, une des économies les plus dynamiques dans une région qui a constitué une leur

d'espoir dans l'économie globale," a dit M^{me} Lagarde dans une déclaration parue avant son départ.

"Le Kenya a émergé en tant qu'une des 'économies frontalières' d'Afrique, et je suis très intéressée d'apprendre comment les dirigeants et le peuple du pays continueront de poursuivre sur cette lancée", a-t-elle ajouté. La plus grande économie d'Afrique de l'Est devrait croître de 6,2% en 2014, une

hausse par rapport à 5,9% en 2013, selon les prévisions les plus récentes du FMI. M^{me} Lagarde s'entretiendra à Nairobi avec le président kenyan Uhuru Kenyatta et des membres de son gouvernement. Elle rencontrera également des parlementaires, des femmes dirigeantes et des membres de la société civile, et prononcera un discours devant les dirigeants du secteur privé, a informé l'institution basée à Washington.

PRÉSIDENTIELLE À MADAGASCAR

Un "retour à l'ordre constitutionnel"

L'Algérie a adressé ses félicitations au peuple malgache pour sa participation à la présidentielle qui "marque le retour à l'ordre constitutionnel", émettant le vœu de voir ces élections constituer un "bon départ pour trouver une solution durable aux défis auxquels le pays a été confronté" ces dernières années.

"À la suite de la publication des résultats provisoires du deuxième tour des élections présidentielles à Madagascar, l'Algérie félicite le peuple malgache pour sa participation à ces élections décisives qui marquent le retour à l'ordre constitutionnel et qui se sont déroulées dans une atmosphère généralement pacifique, ordonnée et conforme aux standards régionaux et internationaux", a indiqué hier le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani, dans une déclaration à l'APS.

"Nous formons le vœu que ces élections puissent constituer un bon départ pour trouver une solution durable aux défis politiques, économiques et sociaux auxquels le pays a été confronté tout au long de ces quatre dernières années", a ajouté le porte-parole de la diplomatie algérienne.

● Hery Rajaonarimampianin a remporté le 2^e tour



Hery Rajaonarimampianina, candidat appuyé par le président de la transition, a remporté le deuxième tour de l'élection présidentielle du vendredi 20 décembre dernier, a annoncé hier la Commission électorale nationale indépendante pour la transition (Cenit), lors de la publication des résultats provisoires.

Parmi les 20.001 bureaux de vote du pays, la CENIT a pu recueillir les résultats des 19.941 bureaux où près de 7,9 millions d'électeurs ont été inscrits. 4.444.391 électeurs ont pu voter à ce deuxième tour correspondant à 50,67% de taux de participation dont 3.862.225 de suffrages exprimés et 582.166 de blancs et nuls.

Agé de 55 ans, M. Rajaonarimampianina a obtenu 53,50% des voix, contre 46,50% à Robinson Jean Louis, soutenu par l'ancien chef de l'Etat Marc Ravalomanana, a annoncé la présidente de la Commission électorale (Cenit), Béatrice Atallah. La Cour électorale spéciale (CES) aura 15 jours pour trancher sur les requêtes et contestations déposées par les citoyens et candidats, et de proclamer les résultats définitifs de l'élection présidentielle.

Cette élection est censée sortir Madagascar de la crise politique déclenchée en 2009 par le renversement de Marc Ravalomanana par Andry Rajoelina. Depuis plus de quatre ans, ce dernier était le président d'un régime non élu dit «de transition».

APS

INDE - PAKISTAN De bonnes relations entre «l'Inde et le Pakistan sont essentielles pour la paix dans la région»

Le Premier ministre indien Manmohan Singh a déclaré hier que de bonnes relations entre l'Inde et le Pakistan sont essentielles pour la paix et le développement en Asie du Sud.

Lors d'une conférence de presse, il a fait savoir qu'à cinq mois de la fin de son mandat de Premier ministre, il espère toujours effectuer des visites au Pakistan, tant que les conditions y sont propices.

M. Singh a indiqué que les pays d'Asie du Sud doivent maintenant accorder une importance prioritaire au développement économique et social afin de surmonter la pauvreté endémique, et que de bonnes relations entre l'Inde et le Pakistan sont très importantes pour la réalisation d'un tel développement.

M. Singh, 81 ans, est à la tête du gouvernement de coalition de centre gauche, dirigée par le parti du Congrès depuis plus d'une décennie.

CAMBODGE 2 morts et 10 blessés lors d'affrontements entre les grévistes du textile et la police



Au moins deux personnes ont été tuées hier et dix autres ont été blessées par la police anti-émeute du Cambodge qui a ouvert le feu sur les ouvriers du textile en grève, a rapporté la presse locale.

«La violence a éclaté lorsque environ 2.000 employés en grève ont bloqué une route devant le parc industriel de Canadia pour demander une hausse des salaires», ont indiqué des représentants de l'assistance juridique chez le groupe de défense des droits de l'homme Adhoc.

Le Cambodge a fermé toutes les usines de vêtements et de chaussures depuis mercredi dernier après que six syndicats de l'opposition ont incité des milliers d'employés du textile à faire grève pour demander au gouvernement de doubler le salaire mensuel dans le secteur, ce qui le ferait passer de 80 à 160 dollars américains, selon la même source.

«Le gouvernement a décidé mardi d'augmenter le salaire minimum dans le secteur textile jusqu'à 100 dollars par mois, ce qui n'est pas suffisant pour les six syndicats pro-opposition qui ont rejeté la proposition et ont décidé de poursuivre la grève», a déclaré un délégué syndical du textile, cité par Chine nouvelle.

Le Cambodge compte environ 900 usines de vêtements et de chaussures employant quelque 600.000 ouvriers, selon le porte-parole du ministère du Travail Heng Sour.

L'industrie de vêtement, la principale source de devises étrangères pour le Cambodge, génère 5 milliards de dollars américains par an.

LIBAN

L'Algérie condamne vivement l'attentat à la voiture piégée dans la banlieue sud de Beyrouth

L'Algérie condamne vivement l'attentat à la voiture piégée perpétré jeudi dans la banlieue sud de Beyrouth et réitère, en cette douloureuse occasion, son ferme attachement à la stabilité du Liban, a indiqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani.

«L'Algérie condamne vivement l'attentat à la voiture piégée perpétré jeudi dans la banlieue sud de Beyrouth. Nous réaffirmons notre pleine solidarité avec le gouvernement et le peuple libanais frère et nous présentons nos condoléances aux familles des victimes», a indiqué M. Belani dans une déclaration à l'APS.

«Face à la récurrence inquiétante des actes de terrorisme que nous condamnons de la manière la plus



énergique, l'Algérie réitère son ferme attachement à la stabilité du Liban et appelle l'ensemble des Libanais à œuvrer à la préservation de l'unité et la cohésion nationales et à la consolidation des fondements de la sécurité et de la paix civile dans ce pays frère», a-t-il ajouté.

L'attentat à la voiture piégée perpétré jeudi dans la banlieue sud de Bey-

routh a fait cinq (5) morts et plus de 20 blessés, selon un bilan provisoire rendu public par le ministère libanais de la santé. Il survient à moins d'une semaine après un attentat à la voiture piégée au centre de Beyrouth qui a fait plus de 7 morts dont Mohammad Chatah, un proche conseiller de l'ex-Premier ministre libanais Saad Hariri, et plus de 50 blessés.

● Le secrétaire général de la Ligue arabe dénonce l'attentat dans la banlieue sud de Beyrouth

Le secrétaire général de la Ligue Arabe, Nabil Al Arabi, a dénoncé l'attentat terroriste perpétré jeudi soir dans la banlieue sud de Beyrouth. M. Al Arabi, a dénoncé dans un communiqué, cet «acte criminel» qui «s'inscrit dans le cadre des séries d'attentats terroristes visant à porter atteinte à la paix civile au

Liban, à attiser la Fitna et à déstabiliser le Liban».

Il a réitéré le «plein soutien de la Ligue arabe au président, au gouvernement, ainsi qu'au peuple du Liban dans la lutte contre ces actes criminels qui font peser des menaces sur la sécurité et la stabilité» de ce pays.



● L'Union européenne condamne l'attentat de Beyrouth

L'Union européenne condamne l'attentat terroriste perpétré jeudi dans la banlieue sud de Beyrouth et réitère sa «profonde inquiétude» de la spirale de violence au Liban, a affirmé hier le porte-parole de la chef de la diplomatie de l'UE Catherine Ashton.

«La haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité condamne l'attentat commis jeudi dans la banlieue sud de Beyrouth à moins d'une semaine après l'attentat à la voiture piégée dans lequel a été tué un conseiller de l'ex-Premier ministre Saad Hariri», a indiqué le porte-parole dans une déclaration de presse. «Ces actes répétés de

violence politique et de terreur visent à porter atteinte à la paix et à la stabilité du Liban. Ils ne devraient pas être tolérés», a-t-il souligné, notant qu'une «action politique résolue est nécessaire pour mettre un terme à la violence».

Le porte-parole de M^{me} Ashton a également réaffirmé l'engagement de l'UE à continuer à soutenir le peuple libanais et les institutions politiques et sécuritaires du pays afin qu'elles puissent relever les défis auxquels elles font face.

L'attentat à la voiture piégée perpétré jeudi dans la banlieue sud de Beyrouth a fait six morts et plus de 70 blessés, selon un bilan rendu public par le ministère libanais de la santé.

USA

Les Etats-Unis «profondément préoccupés» par l'incendie criminel contre le consulat de Chine à San Francisco

Les Etats-Unis sont «profondément préoccupés» par les rapports indiquant que le consulat général de Chine à San Francisco a été endommagé lors d'un incendie criminel, a déclaré le département d'Etat jeudi.

«Nous prenons cet incident très au sérieux», a indiqué la porte-parole du département d'Etat Marie Harf dans une déclaration. Une personne est sortie mercredi d'un minivan stationné devant l'entrée principale du consulat général de Chine à San Francisco, en Californie, a versé deux seaux pleins d'essence sur la porte d'entrée et y a mis le feu, en-

domageant gravement la porte, selon une déclaration publiée sur le site du consulat général.

Le service de sécurité diplomatique du département d'Etat travaille de concert avec le Bureau fédéral d'enquête (FBI) et les autorités locales afin d'enquêter et d'appréhender les coupables, a fait savoir M^{me} Harf.

Des responsables du département d'Etat communiquent avec des responsables chinois afin d'apporter un soutien et des mises à jour concernant cet incident, a-t-elle ajouté.

La Chine a exhorté jeudi les Etats-

Unis à prendre des «mesures efficaces» pour protéger ses institutions et membres du personnel diplomatiques et à empêcher des incidents similaires suite à cette attaque.

«Le ministère chinois des Affaires étrangères, l'ambassade et les consulats de Chine aux Etats-Unis ont fait leurs représentations solennelles auprès des Etats-Unis, leur demandant de résoudre ce cas au plus vite et de sanctionner sévèrement le coupable», a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Qin Gang.

APS

PROCESSUS DE PAIX ISRAËLO-PALESTINIEN EN 2013

Une reprise du dialogue pleine d'incertitudes

L'année 2013 aura permis la reprise des négociations de paix entre Palestiniens et Israéliens, à l'initiative des États-Unis, qui ont tenté de donner un nouveau souffle à un processus de paix moribond, mais les chances de parvenir à un accord se sont effilochées au fil des mois laissant place à un pessimisme pesant.

Depuis leur reprise fin juillet, après trois ans d'interruption, les discussions de paix n'ont enregistré aucune avancée notable quant à la possibilité de conclure un «accord-cadre» traçant les grandes lignes d'un règlement final entre les deux parties avant la fin de la période de neuf mois fixée lors du lancement de ce dialogue.

Tout au long de l'année, le secrétaire d'État américain John Kerry a multiplié les navettes au Proche-Orient et a finalement réussi à ramener Palestiniens et Israéliens à la table des négociations. Mais tous les espoirs d'une avancée dans les négociations ont été très vite déçus, en raison principalement de l'épineuse question de la colonisation : les autorités israéliennes multipliant les annonces de nouveaux plans de construction de logements juifs dans les territoires occupés provoquant la colère des Palestiniens.

Négociations en sérieuse difficulté

En dépit de près de 20 rencontres en trois mois entre Israéliens et Palestiniens, et malgré l'énergie et l'optimisme affichés par John Kerry, les pourparlers de paix n'ont pas progressé.

Les négociateurs palestiniens ont prévenu à maintes reprises qu'il leur deviendrait impossible de poursuivre les pourparlers avec Israël jusqu'à leur terme si les démolitions de maisons palestiniennes par l'armée israélienne, et les constructions dans les colonies continuaient au rythme actuel.

M. Kerry, qui se trouve depuis le 1^{er} janvier dans la région pour une nouvelle mission de paix, a affirmé récemment espérer des «progrès dans les prochains mois».

Au cours de l'une de ses tournées dans la région, M. Kerry a proposé aux Palestiniens de maintenir des forces israéliennes aux frontières entre la Cis-



jordanie et la Jordanie pendant 10 ou 15 ans après la signature d'un traité de paix, une idée rejetée par la partie palestinienne qui estime que cela va mener les efforts de Kerry «dans l'impasse et à l'échec total parce qu'il traite notre cause avec désinvolture».

«Nous voulons l'indépendance complète et résoudre toutes les questions du statut final, en vertu des accords et du droit international», a insisté un dirigeant palestinien, Yasser Abed Rabbo.

Côté israélien, le gouvernement de Benjamin Netanyahu a autorisé cette semaine la libération de 26 prisonniers palestiniens de longue durée dans le cadre des négociations en cours.

Avant la reprise des pourparlers de paix, Netanyahu avait accepté la libération, en plusieurs fois, des 104 prisonniers palestiniens en fonction des progrès des négociations. En revanche, les deux premières phases qui ont eu lieu les 13 août et 30 octobre derniers, avaient été accompagnées par des annonces de projets de construction dans les colonies juives.

Hausse du nombre de colonies

Durant le premier semestre de l'année dernière, le nombre de colonies a progressé de 70 % par rapport à la même période de 2012. Selon les chiffres d'une organisation israélienne anti-colonisation, 1,708 logements ont été bâtis entre janvier et juin 2013 en Cisjordanie et à Gaza, contre 995 en 2012. Cette situation ne semble

pas prête à s'arrêter. Netanuyahu a récemment déclaré : «Nous ne cesserons pas un seul instant de bâtir notre pays, de nous renforcer, et de développer (à) les implantations».

Pourtant, la réaction internationale semble différente cette année: John Kerry a pour la première fois parlé de «colonies illégitimes» alors que l'Union européenne compte lancer, à partir de janvier 2014, une campagne de boycott des produits en provenance des colonies.

En 2013, les Palestiniens ont été confrontés à une crise interne caractérisée par des divergences entre le président Abbas et le chef du gouvernement Salam Fayyad ayant abouti à la démission de ce dernier en avril et à son remplacement par Rami Hamdallah. De plus, les relations entre le mouvement Hamas qui contrôle Gaza (sous blocus israélien depuis 2006) et le parti présidentiel Fatah se sont dégradées davantage surtout après la reprise des discussions de paix rendant ainsi difficile la réconciliation nationale.

Les accords de réconciliation signés au Caire (avril/mai 2011) et à Doha (février 2012) prévoient que le Hamas et le Fatah cèdent la place à un exécutif transitoire non partisan chargé d'organiser des élections. Cependant, ces accords restent pour l'essentiel inappliqués alors que la médiation du Caire a été gelée en raison de la crise politique que traverse l'Égypte.

John Kerry entame une nouvelle mission de paix au Proche-Orient

Le secrétaire d'État américain John Kerry a rencontré, jeudi, le Premier ministre israélien, au début de sa 10^e mission, destinée à faire avancer les négociations de paix.

John Kerry s'est entretenu pendant cinq heures avec Benjamin Netanyahu. Il devait revoir Netanyahu hier matin avant d'être reçu dans la soirée à Ramallah (Cisjordanie) par le président palestinien, Mahmoud Abbas.

Le chef de la diplomatie américaine entend discuter avec Israéliens et Palestiniens d'un projet d'«accord-cadre» américain traçant les grandes lignes d'un règlement définitif.

«J'ai l'intention de travailler avec les deux parties plus intensément dans les prochains jours pour aplanir les divergences sur un cadre qui offrirait les lignes directrices agréées pour les négociations sur le statut final», a expliqué M. Kerry à son arrivée, ajoutant qu'un accord-cadre accepté par les deux camps serait une percée significative.

Le secrétaire d'État américain a fait savoir qu'il abordera avec les deux parties des questions de fond, comme les frontières, la sécurité, le statut d'Al Qods et les réfugiés palestiniens.

ONU

Les conflits pèsent lourdement sur le système humanitaire international

La secrétaire générale adjointe de l'ONU aux affaires humanitaires, M^{me} Valerie Amos, a affirmé jeudi que l'année 2013 avait réellement mis à l'épreuve le système humanitaire international et que rien ne laisse présager qu'il en sera autrement en 2014 avec les crises en Syrie, en République centrafricaine, au Soudan du Sud et au Sahel.

Lors d'une conférence de presse tenue au siège de l'ONU (New York), M^{me} Amos a signalé que l'année 2013 s'est achevée avec trois urgences de niveau 3, soit le niveau le plus grave d'une crise humanitaire.

L'année 2014 commence avec de nombreuses autres crises alors que dans bien des situations, les ressources et les capacités de réaction ont atteint leurs limites, selon elle.

À la fin de l'année 2013, l'ONU avait lancé des appels de fonds d'un total de 12,9 milliards de dollars pour répondre aux besoins de 52 millions de personnes dans 17 pays.

Mais depuis, s'est inquiétée M^{me} Amos, des dizaines de milliers de personnes en République centrafricaine et au Soudan du Sud se sont ajoutées à la liste. En République centrafricaine, où la population fait face à la violence, à la pauvreté et à la faiblesse de l'État, un Centrafraïcain sur 6 est déplacé et 500.000 personnes souffrent de la faim.

Au Soudan du Sud, il y a quelques semaines à peine, 194.000 personnes ont dû fuir dont 70.000 ont trouvé refuge dans les locaux de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS).

«Se retrouver dans une situation où des milliers de personnes ont soudain besoin de protection, de nourriture et d'abris est loin d'être idéal, d'autant plus que le pays est très grand et que les infrastructures manquent», a commenté M^{me} Amos qui a indiqué que tous les effectifs de la MINUSS ne sont pas encore déployés.

Au Soudan du Sud, l'ONU espère aider 600.000 personnes pendant les trois premiers mois de l'année 2014. M^{me} Amos a, bien évidemment, parlé de la situation en Syrie pour laquelle un appel de fonds de 6,5 milliards de dollars a été lancé, soit l'appel le plus important jamais lancé pour une seule crise.

La secrétaire générale adjointe a précisé que cette somme servira aussi dans les pays voisins qui ont recueilli des réfugiés de Syrie, tout en s'inquiétant de la situation dans le camp de réfugiés palestiniens d'Al Yarmouk, près de Damas, où les agences humanitaires ne se rendent plus depuis près de quatre mois.

À ce propos, elle a annoncé que le 15 janvier, le secrétaire général de l'ONU présidera la Conférence sur les annonces de contributions en faveur de la Syrie, prévue au Koweït. Parmi les autres domaines de préoccupations, M^{me} Amos a parlé du Soudan et ses problèmes d'accès humanitaire, et de la République démocratique du Congo et ses 2,7 millions de déplacés dans les provinces de l'est.

La secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires a aussi souligné que la Somalie a l'environnement le plus volatile et le plus difficile pour la communauté humanitaire.

À l'heure actuelle, 3,2 millions de Somaliens ont besoin d'une aide humanitaire et, selon les estimations, près de 570.000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë en 2014. M^{me} Amos s'est également attardée sur la situation au Mali où 2,7 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire.

Dans toute la région du Sahel, 16 millions de personnes risquent de souffrir de la faim à cause des conflits et de la croissance démographique. Dans cette région, l'ONU a adopté une approche en deux temps qui vise à fournir une aide alimentaire tout en renforçant la résilience des personnes aux chocs et aux conséquences de la sécheresse.

Un jeune Palestinien succombe à ses blessures causées par balle de l'armée israélienne

Un jeune palestinien est décédé hier des suites de blessures causées par balles tirées par l'armée israélienne la veille à l'est de Gaza, ont annoncé des responsables médicaux. «Adnane Abou Khater, âgé de 18 ans, a succombé à ses blessures causées par des tirs de l'armée israélienne près d'un cimetière à l'est de Gaza», ont indiqué les res-

ponsables de l'hôpital Al-Shifaa. Un autre Palestinien âgé de 85 ans, est décédé dans la nuit de mercredi à jeudi après avoir inhalé des gaz lacrymogènes utilisés par l'armée israélienne pour disperser un rassemblement dans le nord de la Cisjordanie. Saïd Nassar n'a pas participé à ce défilé célébrant le 49^e anniversaire du mouvement

palestinien Fatah, au pouvoir en Cisjordanie, et a inhalé les gaz alors qu'il se trouvait chez lui. Plus d'une trentaine de Palestiniens ont été tués par les forces d'occupation israéliennes en 2013, selon un décompte établi par des médias à partir de sources médicales ou de sécurité.

Programme du samedi 4 janvier 2014

TF1

06h30 Magazine jeunesseTFou
08h25 Météo
08h30 Magazine de télé-achatTélésopping
09h00 Météo
09h05 Magazine jeunesseTFou
10h15 Téléfilm pour la jeunesse16 voeux
11h55 Magazine de la gastronomiePetits plats en équilibre
12h00 JeuLes douze coups de midi
12h50 Magazine sportifL'affiche du jour
13h00 Journal
13h40 Magazine de la gastronomiePetits plats en équilibre
13h45 Magazine de sociétéAu coeur des Restos du coeur
13h49 Magazine de servicesHistoire d'un rêve
13h50 Météo
13h55 Comédie sentimentaleUn mariage de princesse7
15h45 Téléfilm sentimentalUn mariage féérique
17h10 Comédie sentimentaleVous avez un mess@ge77
19h05 JeuLe juste prix
19h55 Météo
20h00 Journal
20h30 Magazine de servicesTrafic info
20h35 Météo
20h40 Série humoristiqueNos chers voisins
20h45 Série humoristiquePep's
20h50 DivertissementCe soir on chante les tubes 20137Inédit
23h15 LoterieTirage de l'Euro Millions
23h25 Téléfilm humoristiqueNos chers voi-

2

08h00 Journal
08h10 Magazine de servicesTélématin (suite)
09h02 Magazine de servicesPoint route
09h03 Magazine littéraireDans quelle ègère
09h05 Feuilleton sentimentalDes jours et des vies
09h30 Feuilleton sentimentalAmour, gloire et beauté
09h55 Magazine de sociétéLe jour où tout a basculé
10h20 Magazine de sociétéLe jour où tout a basculé
10h45 Météo outremer
11h00 JeuMotus
11h30 JeuLes Z'amours
12h00 JeuTout le monde veut prendre sa place
12h55 Météo 2
13h00 Journal
13h40 Série humoristiqueVestiaires
13h45 Météo 2
13h46 Météo des neiges
13h47 Magazine du consommateurConsomag
13h55 Magazine de sociétéToute une histoire
15h25 Magazine de servicesPoint route
15h35 MélodrameJane Eyre77
17h35 ThrillerThe Tourist
19h08 Magazine de servicesPoint route
19h10 Météo des neiges
19h15 JeuN'oubliez pas les paroles
19h45 Série humoristiqueParents mode d'emploi
19h55 Météo 2
20h00 Journal
20h40 Magazine de servicesHistoire d'un rêve
20h42 Magazine musicalAlcaline l'instant
20h43 Météo 2
20h45 JeuN'oubliez pas les paroles7
23h00 World MusicSous les lumières d'Agadir7

E

07h47 Série d'animationNos voisins les Marsupilamis
08h35 Magazine jeunesseLudo vacances
08h42 Série d'animationUltimate Spider-Man
09h35 Dessin animéGarfield & Cie
09h50 Dessin animéGarfield & Cie
10h05 Dessin animéGarfield & Cie
11h11 Dessin animéLes lapins crétins : invasion
11h25 Série d'animationLes as de la jungle à la rescousse

11h45 Magazine du consommateurConsomag
11h55 Météo
12h00 12/13 : Journal régional
12h25 12/13 : Journal national
12h55 Magazine de découvertesMétéo à la carte
13h55 Film d'actionOctopussy77
16h15 JeuDes chiffres et des lettres
16h55 JeuHarry
17h30 JeuSlam
18h10 JeuQuestions pour un champion
18h50 Météo des neiges
19h00 19/20 : Journal régional
19h18 19/20 : Edition locale
19h30 19/20 : Journal national
19h58 Météo
20h00 Magazine sportifTout le sport
20h15 Feuilleton réalistePlus belle la vie
20h45 Magazine de la merThalassa77
22h35 Météo
22h40 Soir 3
23h05 MusiqueClaude François777

CANAL+

08h00 Série d'animationLes Crumpets
08h15 Série d'animationAllô, c'est Ninou
08h20 Série d'animationLes Simpson
08h40 Film d'animationL'âge de glace 4 : la dérive des continents777
10h05 DécouvertesPlanète dinosaures
10h35 Série humoristiqueBref
10h40 ThrillerDans la maison77
12h20 Série humoristiqueThe Big Bang Theory
12h45 Magazine d'actualitéLa nouvelle édition +
14h00 ThrillerDes hommes sans loi777
15h50 Magazine culturelL'année du web créatif
16h17 Court métrageMarchant grenu
16h20 ThrillerTaken 27
17h50 Série humoristiqueThe Big Bang Theory
18h10 DivertissementLe Before du grand journal
18h43 La météo
18h45 Le JT
19h10 DivertissementHappy Hour Noël
20h20 DivertissementLe petit journal
20h55 ComédieStars 807
22h45 Film policierGangster Squad77
00h35 ComédiePaulette77
01h55 DrameAnna Karénine77
04h00 Court métrageLa femme de Rio
04h20 Court métrageHaircut
04h33 Série humoristiqueBref
04h35 SportEnfusion Live 2013

M

07h45 Dessin animéPrincesse SofiaInédit
08h10 Dessin animéLes blagues de Toto
08h25 Dessin animéLe petit Nicolas
08h40 Série d'animationMartine
08h55 Météo
09h00 Magazine de télé-achatM6 boutique
10h00 Météo
10h20 Série musicaleGlee
11h00 Téléfilm pour la jeunesseLe procès du Père Noël
11h00 Téléfilm pour la jeunesseLe procès du Père Noël
12h40 Météo
12h45 Le 12.45
13h05 Série humoristiqueScènes de ménages
13h40 Météo
13h45 Téléfilm pour la jeunesseA la poursuite du diamant polaire
15h20 Téléfilm pour la jeunesseLe chien qui a sauvé Noël
16h50 Série humoristiqueEn famille
17h45 JeuUn dîner presque parfait
19h40 Météo
19h45 Le 19.45
20h05 Série humoristiqueScènes de ménages
20h50 Série policièreElementary77Inédit
21h45 Série policièreElementary77
22h35 Série policièreElementary777
23h20 Série policièreElementary777
00h10 Série dramatiqueCalifornication
00h45 Série dramatiqueCalifornication
01h20 Série dramatiqueCalifornication
01h55 Météo
02h00 ClipsM6 Music

La sélection

20h50

TF1

Ce soir on chante les tubes 2013



Résumé

Tous les artistes de la nouvelle génération se réunissent pour revisiter les succès 2013. La troupe de «Ce soir on chante», composée de M Pokora, Amel Bent, Emmanuel Moire, Corneille, Sofia Essaidi, Elodie Frégé, Lorie, Florent Mothe, Vincent Niclo, Olympe, Damien Sargue, Tal, Vitaa et Zaz, interprète tous les tubes incontournables. Parmi ceux-ci : «Diamonds» de Rihanna, «Beau Malheur» d'Emmanuel Moire, «Skyfall» d'Adele, «On ira» de Zaz, «Blurred Lines» de Robin Thicke, «Parler à mon père» de Céline Dion. Pour accompagner la troupe, Estelle Denis accueille Johnny Hallyday, Patrick Bruel, Céline Dion, Florent Pagny, Christophe Maé, Pascal Obispo, Roch Voisine, Dany Brillant et la chanteuse britannique Alex Hepburn.

2

20h45

N'oubliez pas les paroles

Résumé

Des personnalités tentent de remporter jusqu'à 50 000 euros, à reverser à l'association de leur choix. Sofia Essaidi et Ary Abittan jouent pour l'association Les Souffles de l'espoir, fondée en 2003 pour informer et collecter des fonds au profit de l'aide aux familles et à la réalisation de rêves d'enfants atteints de la mucoviscidose. Natasha St-Pier et Vincent Niclo défendent les couleurs de l'ODP - Oeuvre des pupilles orphelins. L'objectif de cette association est de venir en aide aux orphelins des sapeurs-pompiers. Amandine Bourgeois et Michael Gregorio jouent au profit du Secours populaire, qui s'est donné pour mission d'agir contre la pauvreté et l'exclusion en France et dans le monde.



3

20h45

Thalassa



Résumé

Venise mène un combat millénaire contre l'eau et le sel qui la rongent inexorablement. Aujourd'hui, ses habitants luttent contre un nouveau danger : le dépeuplement. Des milliers de bonnes volontés se retrouvent les manches pour tenter de sauver la Sérénissime. Une comtesse, un ancien champion, une librairie et la patronne d'une salle de sport, ces Vénitiens de naissance ou d'adoption, ni millionnaires, ni savants, ni politiques, tentent d'inventer la Venise du futur. L'avenir de la cité passe-t-il par le tourisme ? Même s'ils se posent beaucoup de questions, ils ont au moins une certitude : ils sauveront Venise.

CANAL+

23h40

Stars 80

Résumé

Fans des années 80, Antoine et Vincent ont décidé de faire de leur passion pour la musique un métier et ils ont monté une société de spectacle qui organise des tournées de sosies dans toute la France. Malheureusement, leurs affaires ne marchent pas très bien et les caprices des sosies précipitent l'entreprise vers la faillite. Alors qu'ils sont au bord du dépôt de bilan, les deux associés ont l'idée de faire monter sur scène de vraies vedettes des années 80. Sûrs du succès de ce projet, ils parviennent à convaincre de nombreuses gloires oubliées de participer à une série de concerts. Si les débuts sont difficiles, très vite les salles se remplissent...



M

20h50

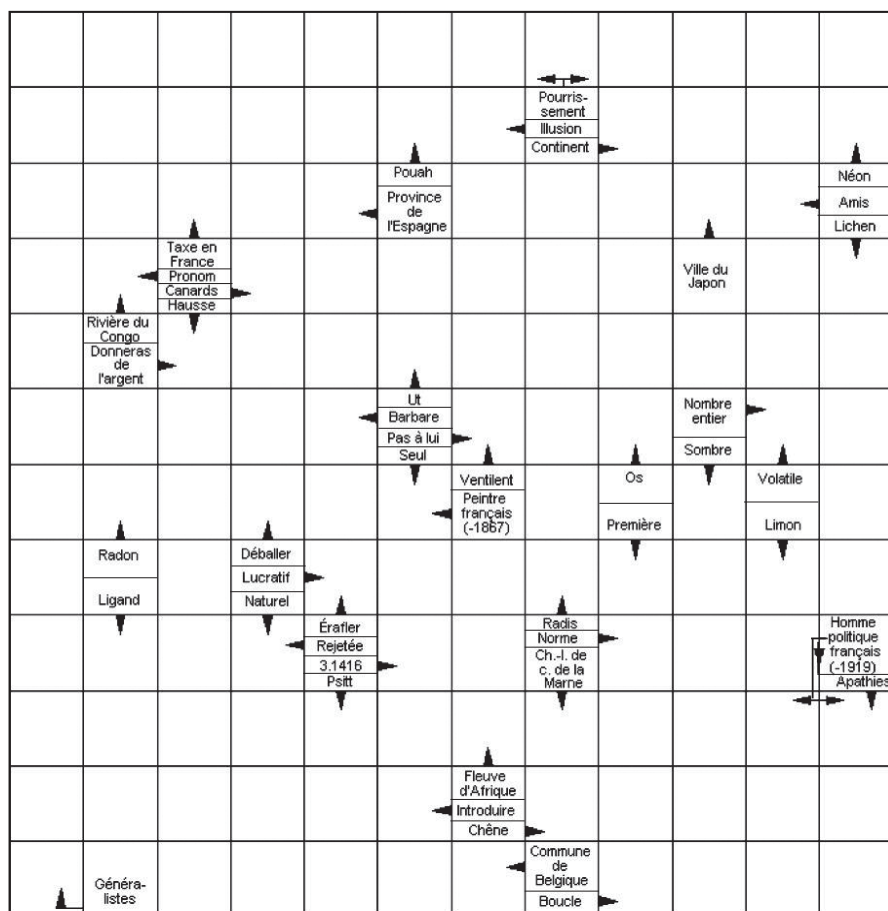
Elementary

Résumé

Joan Watson, une ancienne chirurgienne reconverte dans l'accompagnement des drogués sevrés mais encore fragiles, rencontre l'homme dont elle doit protéger la santé en veillant à ce qu'il ne sombre pas à nouveau dans la drogue : un certain Sherlock Holmes, ressortissant britannique au mode de vie décalé et passionné par les affaires d'homicides complexes. Holmes exerce les fonctions de consultant auprès du capitaine Gregson, de la police de New York. En compagnie de Watson, il enquête sur un meurtre : l'épouse d'un psychologue a été tuée dans son appartement, mais le corps a disparu...



Mots fléchés n°468



CHALLENGE NATIONAL DE CROSS-COUNTRY: 6^E ÉTAPE À ALGER Un grand rendez-vous avant le national, aujourd'hui au golf de Delly Ibrahim

Le cross d'Alger prévu aujourd'hui sur l'excellent parcours de golf de Delly Ibrahim s'annonce d'ores et déjà comme une véritable "finale" avant la lettre du championnat national de la discipline.

Comptant pour le challenge national du cross country organisé par la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) en collaboration avec ses partenaires Algérie Télécom, Sonelgaz, Sonatrach et Sovac, cette compétition connaîtra certainement la plus grande affluence. En effet plusieurs clubs seront présents avec leurs meilleurs athlètes. Tout le monde tentera de faire valoir ses atouts avant le national dans ces courses qui se dérouleront dans "la pure tradition du cross country classique" tant le parcours présente les difficultés propres à cette spécialité. La Ligue algéroise d'athlétisme (LAA) connue pour sa grande expérience en matière d'organisation n'a pas lésiné sur les moyens et ses membres étaient mobilisés durant toute la semaine pour réussir un "sans faute". Les participants en lice tenteront chacun de son côté de confirmer ses précédents résultats ou de s'imposer face à plus fort. C'est le cas des séniors hommes, où les éléments de la sélection nationale militaire partent largement favoris. Les coéquipiers de Mohamed Moussaoui qui ont gagné trois étapes sur les cinq de ce challenge seront



en force ce samedi pour tenter de damner le pion à leurs adversaires. Après une mise au vert à Béjaïa, la sélection militaire se présentera, selon son coach, au grand complet. Face à cette forte présence, le sociétaire de Souk El Tenine, Khoudir Agoune, qui semble rétablir de ses douleurs au mollet, aura à résister à la course d'équipe des coéquipiers de Ahmed Dali pour espérer leur brûler la politesse sur la ligne droite de l'arrivée. Chez les dames, c'est incontestablement, Souad Ait Salem qui sera sur la plus haute marche du podium sauf grosse surprise.

L'athlète qui a remporté quatre étapes sur les cinq du challenge, -- elle était absente à Biskra -- se présente comme, de l'avis des entraîneurs nationaux, la grande favorite en raison de la superbe forme qu'elle affiche et pourrait participer la semaine prochaine à un cross en Italie. Amina Bettiche, annoncée à Béjaïa

sera absente à ce challenge a précisé son entraîneur, en précisant qu'elle ne participera qu'au régional et au national. La course des juniors garçons

sera, de son côté, l'une des plus animées en raison de la forme du moment des athlètes en lice. La concurrence sera une nouvelle fois rude entre l'homme le plus en forme du moment Athmane Attallah (Oued Allamba) et Youcef Bouleddim du CNN Alger et les représentants du club de Ouled Mohamed de Chlef dont Ahmed Seliman l'hocine Zourgane. Pour les jeunes catégories, ouvertes aux clubs de la wilaya, la LAA organise en marge de ce cross, le Challenge régional de cross-country au profit des écoles, benjamins, minimes des deux sexes.

Programme des courses

Horaires	Catégorie	Distances	Observations
09 h 15	CEREMONIE D'OUVERTURE		
09 h 30	Ecoles Filles	1.500 m	Réservés Uniquement aux Clubs de la « Région Centre Ouest »
09 h 45	Ecoles Garçons	1.500 m	
CEREMONIE PROTOCOLAIRE			
10 h 00	Cadettes	3.000 m	
10 h 15	Cadets	5.000 m	
CEREMONIE PROTOCOLAIRE			
10 h 40	Juniors Garçons	6.000 m	
11 h 05	Juniors Seniors Dames	5.000 m	
CEREMONIE PROTOCOLAIRE			
11 h 30	Senior Hommes	10.000 m	
CEREMONIE PROTOCOLAIRE			
12 h 10	Benjamines Filles	1.800 m	Réservés Uniquement aux Clubs de la « Région Centre Ouest »
12 h 25	Benjamins Garçons	2.500 m	
12 h 40	Minimes Filles	2.500 m	
12 h 55	Minimes Garçons	3.000 m	
CEREMONIE PROTOCOLAIRE			

CAN-2014 DE HANDBALL (MESSIEURS)

Le président de la FAHB promet une forte récompense aux "Verts"

Le président de la Fédération algérienne de handball, Said Bouamra a promis aux joueurs de la sélection algérienne de handball, une forte récompense en cas de "victoire finale" à la 21^e Coupe d'Afrique des nations (CAN-2014), qu'organiserait l'Algérie du 16 au 25 janvier.

Lors de la dernière séance d'entraînement effectuée jeudi par la sélection masculine algérienne à Chéraga (Alger) avant son départ vendredi vers la Hongrie pour un stage pré-compétitif, le président de la FAHB a exhorté les joueurs et les membres du staff technique, à honorer

les couleurs nationales, lors de ce rendez-vous continental, qu'organiserait l'Algérie pour la 4^e fois après 1976, 1989 et 2000. Les Verts se sont envolés hier à destination de la capitale hongroise Budapest pour un regroupement qui s'étalera jusqu'au 10 janvier au cours duquel ils affronteront le Bahreïn, entraîné par l'ex-sélectionneur national Salah Boucheikriou, le Koweït et la Slovaquie.

Les poulains du duo Zeguili-Kheraifia avaient auparavant effectué un stage en Roumanie et Croatie ponctué par plusieurs matches amicaux. A son retour à

Alger et avant le début de la CAN-2014, le sept national devrait affronter le Gabon et le Sénégal, respectivement les 11 et 12 janvier. Lors de la phase finale de la coupe d'Afrique, l'Algérie, vice-championne d'Afrique, évoluera dans le groupe B avec le Maroc, l'Angola, le Congo, la RD Congo et le Nigeria. Le groupe A est composé de la Tunisie (tenante du titre), la Libye, l'Egypte, le Sénégal, le Cameroun et le Gabon.

APS

CONFÉDÉRATION AFRICAINE D'ATHLÉTISME (CAA)

Le Bureau exécutif en conclave à Dakar les 18 et 19 janvier



Le Bureau exécutif de la Confédération africaine d'athlétisme (CAA) se réunira à Dakar les 18 et 19 janvier 2014 pour examiner certaines questions dont le nouveau Plan stratégique continental de l'athlétisme (Continental Athletic Strategic Plan - CASP) initié par la CAA, indique l'instance continentale sur son site officiel.

Ce plan a été élaboré suite aux recommandations du plan stratégique mondial pour la période 2013 à 2016 lancé en août dernier par la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) lors de son congrès de Moscou, en Russie. Au rendez-vous de Dakar sera également examinée la nouvelle politique de marketing de la CAA qui, selon cette dernière, a « pour ambition de doter l'instance de ressources financières pour soutenir le développement de l'athlétisme ».

Le Bureau exécutif de la CAA est un organe compétent pour prendre des décisions qui, en raison de leur urgence, ne peuvent pas attendre la prochaine réunion du Conseil. Il est composé du président, des cinq vice-présidents, du trésorier général et du secrétaire général.

En marge de cette rencontre, la commission technique de la CAA se réunira le 16 janvier 2014 pour réfléchir sur les modes de qualification des athlètes à la prochaine Coupe du monde et les réformes introduites dans les cahiers des charges pour l'organisation des meetings de la CAA.

Solution Samurai-sudoku N°468

6	1	8	4	2	5	7	3	9
9	7	5	6	3	1	8	4	2
2	3	4	8	9	7	6	5	1
5	8	2	1	4	9	3	7	6
4	9	3	5	7	6	2	1	8
1	6	7	3	8	2	4	9	5
8	4	6	9	5	3	1	2	7
3	2	9	7	1	8	6	5	4
7	5	1	2	6	4	9	8	3
2 3 1 9 4 5 6 7 8								
8 7 9 6 1 2 3 5 4								
4 6 5 7 3 8 1 2 9								
8	2	7	3	1	4	5	9	6
9	6	1	2	7	5	3	4	8
3	5	4	6	8	9	7	1	2
2	8	6	5	4	7	1	3	9
4	9	3	8	6	1	2	7	5
1	7	5	9	3	2	8	6	4
5	4	2	1	9	3	6	8	7
7	1	8	4	2	6	9	5	3
6	3	9	7	5	8	4	2	1

Solution Mots Croisés N°468

SCRIPTURAIRE
AIOLI■SAUNER
LAPINE■IXODE
INA■SOUL■CUI
FORMOL■LATIN
I■TENERE■ART
COZES■PRIVEE
AL■S■BRAVO■R
TYR■MA■IE■M■
IMAGERIE■VIN
OPTERIONS■EU
NESLE■STABLE

Solution Mots Fléchés N°468

PUTREFACTION
REVERIE■ASIE
ALAVA■RARES■
TE■EIDERS■EU
I■ALLONGERAS
CRUEL■TES■UN
INGRES■N■O■E
E■M■RENTABLE
NIE■PI■ISO■
NONCHALANCES
ENTRER■YEUSE
S■EUPEN■ERSE

APRÈS LA SORTIE MÉDIATIQUE DE RAOURAOUA

Halilhodzic se fait désirer à propos du prolongement de son contrat

M.A.F

La sortie médiatique du président de la Fédération algérienne de football (FAF), Mohamed Raouraoua, jeudi, à propos de la proposition du prolongement du contrat du sélectionneur national, le Bosnien Vahid Halilhodzic, a confirmé le malaise qui existe depuis quelque temps entre les deux hommes.

En dépit du fait qu'il ait réussi à mener les Verts au Mondial 2014 au Brésil (12 juin-13 juillet), Coach Vahid, tergiverse depuis, à propos de son avenir à la tête de la barre technique du Club Algérie, lui qui a été appelé par la FAF à prolonger son bail, qui arrive à échéance en juillet prochain.

Jeudi, lors du forum de la chaîne privée, Dzair TV, l'homme fort de l'instance fédérale n'est pas allé par le dos de la cuillère en accordant un «ultimatum» à Halilhodzic pour prolonger son contrat, une sortie pour le moins inattendue de la part de Raouraoua, qui s'est montré impatient de régler cette question en suspens qui taraude son esprit.

«Pour assurer la continuité, notamment en vue de la pro-

chaîne CAN, j'ai proposé à Halilhodzic de prolonger son contrat. Pour l'instant, il n'a encore rien décidé, mais il a un ultimatum qui s'étale jusqu'à la fin de ce mois de janvier pour trancher», a indiqué Raouraoua.

Le président de la FAF a souhaité, en outre, que la réponse d'Halilhodzic soit «positive», surtout que les Verts seront appelés à entamer les éliminatoires de la CAN-2015 au Maroc à partir du mois de septembre prochain, soit après quelques semaines seulement de la fin de la Coupe du monde.

Il est clair que compte tenu de la courte période qui sépare la fin du Mondial du début des éliminatoires de la CAN, on souhaite voir Halilhodzic rester parmi nous pour qu'il y ait une certaine stabilité en vue du rendez-vous continental, mais s'il décide de ne pas remplir, on prendra les mesures qui s'imposent», a ajouté Raouraoua.

Le message du patron de la FAF était clair, net, et précis. Il veut voir Halilhodzic continuer son aventure avec les Verts, eu égard au travail qu'il a accompli depuis sa prise de fonctions en juillet 2011, en remplacement d'Abdelhak Benchikha.

A travers cette sortie devant la presse, le premier responsable



de la FAF, veut parer à toute mauvaise surprise, surtout dans le cas où le Bosnien viendrait à dé-

cliner la proposition du prolongement de son contrat.

Raouraoua veut avoir tout son temps pour trouver un éventuel successeur à Halilhodzic, avant même la fin du contrat de ce dernier. L'exemple de l'équipe nationale suisse est le plus édifiant puisque la fédéra-

tion helvétique a déjà trouvé le remplaçant de l'Allemand Ottmar Hitzfeld en la personne du

«Je trancherai sur mon avenir avec les Verts après le Mondial-2014»

Bosnien, Vladimir Petkovic, qui va entamer ses fonctions après le Mondial brésilien.

Le président de la FAF a fait savoir dans ce registre, qu'ils sont nombreux les entraîneurs, "parmi eux des techniciens de renom", à postuler à la succession d'Halilhodzic,

mais il préfère attendre la fin du délai accordé à ce dernier pour trancher la question.

C'est l'intérêt de l'équipe nationale qui prime. Pas question d'attendre Halilhodzic toute l'éternité. S'il ne veut pas remplir, on a déjà tout prévu pour sa succession. Et même s'il souhaite quitter les commandes techniques des Verts avant le Mondial, qu'il le fasse, car on ne retient personne contre son gré", a-t-il précisé.

Une chose est sûre, au train où vont les choses, le torchon est en train de bel et bien brûler entre les deux hommes, d'autant que Halilhodzic se fait désirer et ne compte pas rester à son poste, comme il avait à maintes fois insisté lors de ses récentes déclarations à la presse, comme ce fut le cas récemment sur l'antenne de la chaîne d'informations en continu, France 24.

«Mon boulot dure jusqu'à la Coupe du monde. Après, on verra bien ce que j'ai envie de faire», avait-il indiqué.

Selon les observateurs, Halilhodzic est en train de passer ses derniers mois en Algérie, d'autant que dans sa tête la décision est déjà prise, bien avant la qualification pour le Mondial 2014. La course pour sa succession est d'ores et déjà entamée.

Publicité

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BOUIRA
DAÏRA DE BOUIRA
COMMUNE DE BOUIRA

Avis de recrutement

Le président de l'Assemblée populaire communale de Bouira, lance un avis de recrutement externe selon les grades indiqués au tableau ci-dessous :

Grade	NBRE de postes	Mode de recrutement	Condition d'accès et spécialité
Architectes de l'administration territoriale	02	Concours sur titre	Parmi les candidats titulaires d'un diplôme d'architecte ou d'un titre reconnu équivalent
Ingénieur d'état de l'administration territoriale en gestion technique et urbaine	02	Concours sur titre	Parmi les candidats titulaires d'un diplôme ou un titre reconnu équivalent dans l'une des spécialités ci-dessous : Option voirie et réseaux divers - Option aménagement urbain - Option structures - Option construction civile et industrielle - Option technique de la construction - Option exécution et suivi des travaux - Option gestion de l'eau et de l'assainissement urbain - Option infrastructures urbaines - Option réhabilitation du vieux bâti - Option techniques urbaines
Technicien supérieur de l'administration territoriale en gestion technique et urbaine	01	Concours sur titre	Parmi les candidats justifiant d'un diplôme ou un titre reconnu équivalent dans l'une des spécialités ci-après : - Géomètre topographe - conducteur de travaux bâtiments - conducteur de travaux publics - voirie et réseaux divers - Urbanisme - travaux publics et ouvrages d'art - maquettiste en bâtiments et travaux publics - maintenance des engins de chantier et de manutention - électrotechnique - électromécanique - maintenance des engins roulants - maintenance des véhicules industriels - mètreur vérificateur et étude de prix - rénovation et réhabilitation de l'habitat - restauration des sites et monuments - Dessinateur projecteur en architecture - dessinateur projecteur en béton armé - géotechnique

OBSERVATIONS : 01- Le dossier de candidature est constitué de :

- Demande de participation au concours.
- Copie certifiée conforme du titre ou du diplôme requis.
- Copie certifiée conforme à l'original de la carte d'identité nationale.
- Fiche de renseignement à remplir de la part du candidat

02- Les inscriptions seront ouvertes pendant 20 jours à compter de la date de parution de l'avis au journal.

03- Les dossiers de candidatures doivent être déposés au niveau de l'APC de Bouira (Service du personnel).

04- Tout dossier incomplet ou arrivé hors délai d'inscription ne se sera pas pris en considération.

DK NEWS

Anep : 558 769 du 04/01/2014

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU
DE LA WILAYA DE GHARDAÏA
SARL : KHENNAN HYD
MARCHÉ N° : 70/2013 DU 08/12/2012

PROJET : LOT 01 RÉNOVATION DU COLLECTEUR PRINCIPAL D'ASSAINISSEMENT (TRIBUNAL - CARREFOUR MARGHOUB) COMMUNE DE GHARDAÏA

3^e mise en demeure

Conformément aux dispositions des articles 112 et 113 du décret n° 236/10 du 07/10/2010 portant réglementation des marchés publics modifié et complété et l'article 24 du marché n° 70/2013 du 08/12/2012 signé entre les deux parties, la SARL KHENNAN HYD est mise en demeure d'entamer les travaux et ce dans un délai de 48 heures à compter de la publication de cette mise en demeure, faute de quoi, il sera procédé à la résiliation du marché aux torts exclusifs de l'entreprise.

DK NEWS

Anep : 558 764 du 04/01/2014

LE PRÉSIDENT DE LA FAF, M. RAOURAOUA, INVITÉ DU FORUM DE LA CHAÎNE DE TÉLÉVISION PRIVÉE DZAIR TV

Raouraoua : «La qualification au 2^e tour est bel et bien mentionnée dans le contrat d'Halilhodzic»

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Mohamed Raouraoua, a affirmé jeudi à Alger qu'une clause dans le contrat de l'entraîneur national, Vahid Halilhodzic, stipule qu'il est tenu de qualifier les Verts au deuxième tour de la prochaine coupe du monde 2014 au Brésil. «C'est mentionné noir sur blanc dans son contrat. L'objectif d'Halilhodzic lors du prochain Mondial est de se qualifier au deuxième tour. La FAF a d'ailleurs mis tous les moyens à sa disposition pour atteindre cet objectif», a déclaré le premier responsable du football algérien, invité du forum de la chaîne de télévision privée Dzaïr TV.

L'Algérie évoluera lors du rendez-vous planétaire (12 juin-13 juillet) dans le groupe H avec la Belgique, la Corée du Sud et la Russie, un groupe que l'entraîneur national, a qualifié de «très difficile», laissant entendre dans ses différentes sorties médiatiques, après le tirage au sort, qu'il était «compiqué de passer au second tour». «J'ai réécouté les déclarations de l'entraîneur national sur la chaîne de télévision France 24. Je pense qu'il s'est mal exprimé, surtout qu'il ne maîtrise pas très bien la langue française. Je suis persuadé toutefois qu'il n'ira pas au Brésil en touriste», a commenté le président de la FAF.

«J'entretiens toujours de bons rapports avec lui, en dépit de tout ce qui se dit à ce propos ces derniers temps. Mais je sais faire la différence entre les relations amicales et celles professionnelles», a-t-il ajouté. Pour Raouraoua aussi, il n'a, à aucun moment, noté un manque de volonté de la part du sélectionneur national concernant la prochaine participation de l'équipe nationale au Mondial, poursuivant que le technicien bosnien «est toujours animé d'une grande envie» pour réussir le meilleur parcours possible dans cette fête footballistique planétaire.

«Coach Vahid a jusqu'à fin janvier pour prolonger son contrat»

Halilhodzic, dont le contrat avec la FAF expirera après la coupe du monde, est toutefois tenu de trancher sur la proposition de sa prolongation jusqu'à la coupe d'Afrique des nations-2015 avant la fin du mois en cours. «Pour assurer la continuité, notamment en vue de la prochaine CAN, j'ai proposé à Halilhodzic de prolonger son contrat. Pour l'instant, il n'a encore rien décidé, mais il a un ultimatum qui s'étale jusqu'à la fin de ce mois de janvier pour y trancher», a encore indiqué Raouraoua.

L'homme fort du sport-roi en Algérie a souhaité, en outre, que la réponse d'Halilhodzic soit «positive», surtout que les Verts seront appelés à entamer les éliminatoires de la CAN-2015 au Maroc à partir du mois de septembre prochain, soit après quelques semaines seulement de la fin de la coupe du monde.

«Il est clair que compte tenu de la courte période qui sépare la fin du Mondial du début des éliminatoires de la CAN, on souhaite voir Halilhodzic rester parmi nous pour qu'il y ait une certaine stabilité en vue du rendez-vous continental, mais s'il décide de ne pas remplir, on prendra les mesures qui s'imposent», a assuré Raouraoua.

Le président de la FAF a fait savoir dans ce registre, qu'ils sont nombreux les entraîneurs, «parmi eux des techniciens de renom», à postuler à la succession d'Halilhodzic, mais il préfère attendre



la fin du délai accordé à ce dernier pour trancher la question.

«C'est l'intérêt de l'équipe nationale qui prime. Pas question d'attendre Halilhodzic toute l'éternité. S'il ne veut pas remplir, on a déjà tout prévu pour sa succession. Je n'en ai aucun souci à ce propos. Et même s'il souhaite quitter les commandes techniques des Verts avant le Mondial, qu'il le fasse, car on ne retient personne contre son gré», a-t-il précisé.

«La FAF a tout ficelé pour le séjour des Verts au Brésil»

Le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, a assuré que son instance a «tout réglé» en vue de la participation des Verts à la prochaine coupe du monde au Brésil (12 juin-13 juillet), annonçant que les Algériens prendront leurs quartiers près de la ville de Sao Paulo.

«Tout a été ficelé en matière d'organisation. On a réservé le site devant accueillir notre équipe nationale non loin de la ville de Sao Paulo. Il dispose, entre autres, de quatre terrains d'entraînement, d'un hôtel de 32 chambres ainsi qu'un autre en voie de construction».

«On a également fait les réservations d'usage pour rallier les trois villes où l'équipe nationale sera appelée à disputer ses trois matches comptant pour le premier tour», a-t-il ajouté.

Les Verts, qualifiés pour la deuxième

fois de suite à la phase finale de la coupe du monde, évolueront dans le groupe H avec la Belgique, la Russie et la Corée du Sud. «L'entraîneur national Vahid Halilhodzic travaille en étroite collaboration avec la FAF pour que la préparation du Mondial se déroule dans les meilleures conditions possibles. On a d'ailleurs mis tous les moyens pour assurer une bonne participation de notre équipe nationale dans ce rendez-vous. On aimerait bien passer au second tour, ce serait un très beau cadeau pour le peuple algérien à l'occasion de cette nouvelle année 2014», a poursuivi le patron de la première instance footballistique algérienne.

«Le match amical du 5 juin aura lieu à l'étranger»

S'agissant du programme des rencontres amicales que les protégés d'Halilhodzic, devraient livrer avant de se rendre au pays de la «Samba», l'orateur a confirmé la tenue de trois joutes d'application. Seulement, la FAF n'est, jusqu'à présent, fixée que sur un seul sparring-partner, à savoir la Slovaquie qui affrontera les coéquipiers de Madjid Bougherra, le 5 mars prochain au stade Mustapha Tchaker à Blida. «On est en contacts avec plusieurs fédérations pour la programmation de deux autres rencontres amicales le 31 mai et le 5 juin, mais aucun accord final n'est encore conclu dans ce registre», a-t-il expliqué. Seule certitude à ce propos : la rencontre du 31 mai aura lieu en Algérie, alors que celle du 5 juin se déroulera à l'étranger. Elle intervient à la veille du déplacement des Verts au Brésil, selon Raouraoua. Le premier responsable du football algérien est revenu également sur la polémique ayant entouré l'annulation du match amical que devait livrer la sélection nationale face au Portugal le 5 mars prochain, précisant qu'en premier lieu, l'agent mandaté par la fédération portugaise avait exigé au départ 1 million de dollars pour la programmation de ce match, chose refusée par la FAF.

«Les Portugais sont toutefois revenus à la charge pour nous proposer de programmer le match à Genève, sans qu'on ne paye le moindre centime. Là, c'est l'entraîneur national qui s'est opposé au choix du lieu de la rencontre», a ajouté Raouraoua, précisant qu'Halilhodzic est revenu par la suite sur sa décision, mais c'était trop tard, puisque la fédération portugaise s'était déjà engagée avec une autre fédération. Cela nous a conduits à contacter la fédération slovène qui a accepté d'envoyer la sélection de son pays à Alger, exigeant seulement la prise en charge de la billetterie de l'équipe».

APS

LIGUE 1

Le CABBA en stage bloqué

Mouad B.

Après avoir raté la première partie de la saison en terminant en quatorzième place avec 2 matches gagnés, 7 nuls et 6 défaites, alors qu'il se battait corps et âme pour défendre sa place en L1, le CABBA semble réagir au moment opportun dans l'espoir de rattraper le temps perdu et de sauver sa tête. La nouvelle phase retour de la saison a déjà commencé pour le CABBA. Juste une semaine après son échec, en Coupe d'Algérie, qui a débouché sur le retour du nouveau président, Djamel Messaoudène, succédant au président démissionnaire, Messaâdi, le foyer du club s'est égayé de plusieurs nouveautés. Le premier à intégrer la boîte n'est autre que l'ancien entraîneur, Mustapha Biskri, qui a repris du service jusqu'à la fin de la saison à la tête des «Tigres des Bibans». Sera-t-il l'homme de la situation ? En tout cas, son expérience plaide en sa faveur. Le bonhomme a bien roulé sa bosse, avec une carrière entamée depuis 30 ans. Après avoir contacté plusieurs centres sportifs, le nouveau président et le nouveau-ancien entraîneur ont opté pour Alger doté d'un complexe moderne d'un bon niveau. Le CABBA effectuera le stage du 2 au 14 janvier, pourrait disputer plusieurs matches amicaux face à des clubs de la région qui seront également présents. C'est une bonne chose pour le CABBA et son entraîneur qui sont ainsi à jour pour peaufiner leurs préparatifs avec une équipe constituée de nouveaux et d'anciens joueurs. Pour certains, il suffit d'une première victoire pour que le déclic se déclenche et que l'équipe se mette sur les bons rails. Pour d'autres, le camp des contestataires s'entend, la crise des résultats n'est pas conjoncturelle et le remue-ménage s'impose en vue de rectifier le tir. Ça sera en tout cas le contexte dans lequel le nouvel entraîneur travaillera, du moins lors des premières semaines en attendant des jours meilleurs. Ce n'est pas évident, mais ça reste jouable. Une personne avisée en vaut deux et c'est à Biskri de trouver la bonne alchimie pour mener le club à bon port.

Bouarrata très proche du CRB

Le CR Belouizdad est sur le point d'engager l'entraîneur Rachid Bouarrata en remplacement de l'Argentin, Angel Miguel Gamondi, a indiqué hier le président du club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, Réda Malek. «Nous avons pratiquement tout conclu avec Bouarrata. Il ne reste que quelques détails qui devraient être réglés avant la signature de son contrat samedi», a déclaré le premier responsable du «Chabab» à la Radio nationale. Selon le même responsable, le technicien constantinois devrait diriger le stage que va effectuer son équipe à l'occasion de la trêve hivernale qu'observe actuellement la compétition nationale. Malek a fait savoir, en outre, que le technicien argentin Gamondi a été contraint de jeter l'éponge après la détérioration des résultats de l'équipe, entraînant sa chute libre dans le classement. A la phase aller, le CR Belouizdad pointe à la 13^e place, devant deux unités seulement le premier reléguable, le CAB Bordj Bou Arreridj. Par ailleurs, le CRB, qui a axé son recrutement hivernal sur le secteur offensif, le maillon faible de l'équipe, selon son président, enregistrera vendredi la venue de l'attaquant égyptien Ahmed Fathi, surnommé «Bougi», sans club depuis la résiliation de son contrat avec la formation irakienne d'Al-Talaba. Cet ex-international olympique de 24 ans, devrait être la troisième et dernière recrue des gars de «Laâquiba» dans le cadre de la deuxième période d'enregistrement, après Mohamed Dahmane, qui a évolué en Turquie la saison passée, et Mehdi Benalidja, prêt par l'USM Alger.

LIGUE 1 ET 2 ► «Le plafonnement des salaires est inévitable pour sauvegarder les clubs»

DROIT TV

► «Un million dollars de la FAF gelé par la CAF»

JO-2016 (ÉLIMINATOIRES)

► «Le tournoi final de football aura lieu en RD Congo»

INFRASTRUCTURES

► «Dispositions urgentes pour la réhabilitation des stades de la capitale»



MEXIQUE

Dépasser enfin les 1/6 de finale ?



Comment ils se sont qualifiés ?

Après le sacre historique au Tournoi Olympique de Football, Londres 2012, la plupart des supporters du Mexique s'attendaient à un parcours qualificatif tranquille. Il n'en a rien été. Malgré leur statut de géant de la CONCACAF, les Mexicains n'ont remporté que deux de leurs dix matches lors du tour hexagonal final de la zone. En septembre 2013, la défaite à domicile, dans un stade Azteca traditionnellement considéré comme une forteresse impenable, a coûté sa place au sélectionneur Jose Manuel de la Torre. Il restait alors à la sélection aztèque trois rencontres à jouer dans le tournoi préliminaire. Victor Manuel Vucetich, qui avait si bien réussi à Monterrey, a été appelé à la rescousse. Malgré une victoire cruciale à domicile contre le Panama, les Mexicains ne doivent leur accession aux barrages intercontinentaux qu'à une victoire in extremis des États-Unis, lors de la dernière journée. Après avoir emmené le Club América au titre de champion du Mexique, Miguel Herrera a pris les commandes d'El Tri en vue des play-offs contre la Nouvelle-Zélande. Le tacticien a pris la décision radicale de sélectionner exclusivement des joueurs évoluant dans le championnat du Mexique. Sa stratégie a payé, avec une victoire 9:3 (score cumulé) face aux All Whites et une 15^e qualification mexicaine pour l'épreuve.

Les joueurs-clé

Après une campagne qualificative extrêmement laborieuse, plusieurs changements d'entraîneur et d'importants remaniements tactiques, El Tri peut toujours compter sur une colonie de joueurs expatriés de très haut niveau, à l'image de Javier Chicharito Hernandez, Andres Guardado et Giovanni dos Santos. Mais les dernières prestations de la sélection aztèque ont montré que les jeunes joueurs du cru ont eux aussi beaucoup à offrir. On pense par exemple à Oribe Peralta, héros de Londres 2012, Raul Jimenez ou encore Carlos Pena.

BON À SAVOIR

Sélectionneur actuel : Miguel Herrera

Meilleures performances en compétition FIFA : vainqueur de la Coupe des Confédérations de la FIFA (1999) ; vainqueur de la Coupe du Monde U-17 de la FIFA (2005, 2011)

Stars du passé :

Antonio Carbajal, Hugo Sánchez, Jorge Campos, Cuauhtémoc Blanco



Passé en Coupe du monde

En Afrique du Sud, les Mexicains ont atteint les huitièmes de finale pour la cinquième fois consécutive. L'élimination face à l'Ar-

gentine a profondément déçu les supporters, qui espéraient voir enfin tomber cette barrière désormais fatidique. Le Mexique a

réalisé ses meilleurs résultats lors des éditions 1970 et 1986 organisées chez lui, où il a chaque fois atteint les quarts de finale.



Le maillot officiel

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction
Abdelmadjid TAREB

RÉDACTION ADMINISTRATION

3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 021.94.66.62/63 - FAX : 021.94.66.82
EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 03, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 021.94.66.62 (63) /
FAX : 021.94.66.82 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa -
1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

Samedi 4 janvier 2014 - 2 Rabi' al-awwal 1435 - N° 471 - Deuxième année

LAGHOUAT Subvention de 85 millions DA pour les associations de la wilaya

Une enveloppe de 85 millions de dinars a été réservée pour soutenir les associations sportives, culturelles et religieuses de la wilaya de Laghouat, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Les associations sportives se partageront une enveloppe de 35 millions DA de cette subvention globale inscrite dans le budget primitif de la wilaya pour 2014, approuvé lors de la dernière session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), tandis que les associations culturelles auront droit à 15 millions DA, selon la même source.

Les associations et les ligues religieuses bénéficieront, pour leur part, de 37 millions DA, 27 millions DA iront à l'équipement des mosquées en tapis, sonorisations et chauffages, alors que 6 millions DA seront destinés à l'achèvement de travaux complémentaires des mosquées Imam Malek et Bilal B'nou Rabah, à Laghouat et Aflou respectivement.

Ces subventions permettront aux associations, notamment celles qui activent, de mettre en place leurs programmes d'action et participer à l'animation de la vie culturelle, et aux jeunes de mettre en valeur leurs talents à travers les compétitions sportives, selon le président de l'APW, Ali Bekkiche.

Dans le même contexte, la wilaya a pris en charge les frais d'engagement d'une centaine de clubs de différentes disciplines sportives pour l'année sportive 2013-2014, a révélé le wali de Laghouat, Youcef Chorfa.

Une mosquée de Stockholm taguée avec des croix gammées

Les portes d'une mosquée de Stockholm ont été taguées avec des croix gammées dans la nuit de mercredi à jeudi, et l'entrée a été vandalisée par des inconnus, a indiqué la police locale.

«A l'heure où le personnel de la mosquée de Stockholm s'est présenté il a découvert que quelqu'un avait vandalisé l'entrée. Ont été entre autres peintes plusieurs croix gammées», ont indiqué les forces de l'ordre dans un communiqué. Huit croix gammées noires sont visibles sur une photo publiée sur Twitter par le président de l'Association islamique de Stockholm, Omar Mustafa.

«L'année commence avec des croix gammées taguées sur la porte de la mosquée de Stockholm, encore une fois», a écrit, M. Mustafa sur Twitter. La mosquée se trouve dans une petite rue de l'île de Södermalm, proche du centre de la capitale suédoise.

Les policiers ont ajouté qu'ils allaient enregistrer une plainte pour dégradations et incitation à la haine.

Mi-novembre, des vitres de la mosquée de Fittja, dans la banlieue de Stockholm, avaient été brisées et des pieds de porc lancés à l'intérieur de l'édifice.

APS

Algérie - Maroc

Le jeune athlète algérien Islam Khoualed libéré



Le jeune athlète algérien Islam Khoualed, détenu depuis le 11 février 2013 dans une prison d'Agadir (sud du Maroc), a été libéré hier, a-t-on appris de bonne source. Islam Khoualed a été remis à son père (Azedine) en présence de l'avocat de la famille, Me Sellam Khaled, ajoute-t-on.

Festival du film algérien du 26 au 30 mars 2014 en Allemagne

«L'Algérie après 1954»

Le festival mettra l'accent sur les films révolutionnaires et leur rôle dans la guerre de libération et à la vulgarisation de la cause algérienne à l'étranger, d'où la projection du film documentaire «*Les cinéastes de la liberté*» (2009) de Saïd Mehdaoui et le long métrage «*Chroniques des années de braise*» (1975) de Mohamed Lakhdar Hamina, Palme d'Or à Cannes en 1975.



Le festival du film algérien est prévu du 26 au 30 mars 2014 à Berlin (Allemagne), sous le slogan «L'Algérie après 1954» qui sera consacré à l'histoire du cinéma algérien depuis le déclenchement de la guerre de libération avec la projection d'une série d'anciens et récents films révolutionnaires, politiques et sociaux.

Organisée par le centre des arts contemporains Haus der Kulturen der Welt, la manifestation vise «à faire connaître les plus importants longs métrages et films documentaires algériens qui ont accompagné les lignes politiques et artistiques du cinéma algé-

rien tout au long de son parcours historique, depuis 1954», selon les organisateurs. Le festival mettra l'accent sur les films révolutionnaires et leur rôle dans la guerre de libération et à la vulgarisation de la cause algérienne à l'étranger, d'où la projection du film documentaire «*Les cinéastes de la liberté*» (2009) de Saïd Mehdaoui et le long métrage «*Chroniques des années de braise*» (1975) de Mohamed Lakhdar Hamina, Palme d'Or à Cannes en 1975.

Figurent également au programme de cette manifestation, des films traitant de problèmes sociaux et politiques, dont «*La Zerda ou les chants de*

l'oubli» (1982) de la romancière et réalisatrice Assia Djebbar, «*Le charbonnier*» (1976) de Mohamed Bouamari, et «*Omar Guatlout*» (1976) de Merzak Allouache et «*Automne, octobre à Alger*» (1992) de Lakhdar Hamina.

Le festival sera également marqué par la projection de plusieurs autres films à l'instar de «*Hors-la-Loi*» (2010) et «*Indigènes*» (2006) de Rachid Bouchareb, «*La Maison jaune*» (2006) de Ammor Hakkar, «*Mascarades*» (2008) de Lies Salem, «*El Gusto*» (2011) de Safinez Bousbia, «*Cartouches Gauloises*» (2007) de Mehdi Charef et «*Jours de cendre*» (2013) d'Ammar Si Fodhil.

SÛRETÉ NATIONALE

99 policiers promus à des grades supérieurs à Constantine

Un total de 99 fonctionnaires entre cadres et agents du corps de la Sûreté nationale ont été promus jeudi, à Constantine, au cours d'une cérémonie de remise de grades organisée au foyer de la police, a-t-on constaté.

La promotion s'inscrit dans le cadre de la célébration de la fête annuelle de la police arabe, a souligné le chef de sûreté de wilaya, Mustapha Bennaini, lors d'une allocution prononcée devant les autorités civiles et militaires de la wilaya de Constantine.

Saluant l'esprit de responsabilité et le dévouement des agents de ce corps constitué, M. Bennaini a souligné que ces promotions méritées vont inciter les récipiendaires à fournir davantage d'efforts pour être à la hau-



teur des défis que la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) s'emploie à relever encore.

La promotion «s'inscrit également dans le cadre de

la régularisation de la situation administrative du fonctionnaire et l'amélioration de sa situation sociale, qui a sans conteste, marqué un net progrès», a-t-il ajouté.

Au total, 99 promotions ont été établies, 89 à titre exceptionnel, au regard des états de service, et 10 après un examen professionnel, a précisé le chargé de la communication de la sûreté de wilaya. Les différentes promotions ont touché 11 commissaires et commissaires principaux de police, 29 inspecteurs principaux de police, 13 inspecteurs de police, 1 brigadier chefs de police, 40 brigadiers de police et 5 agents civils. Cet avancement a touché également, 11 femmes fonctionnaires de la sûreté de wilaya, a indiqué le responsable, rappelant que dans la wilaya de Constantine, plus de 545 fonctionnaires de la Sûreté nationale ont été promus à des grades supérieurs depuis l'année 2011.